

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
PERSONNES PROTÉGÉES
PAR LA LÉGISLATION FRANÇAISE
SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 25 Juin 1919, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

Pierre LECOQ

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *MM. GIDE, professeur.*
CAPITANT, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANNE MON LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1919

A LA MÉMOIRE DE
MADAME ALBERT LEGOQ
MA GRAND'MÈRE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES
PERSONNES PROTÉGÉES
PAR LA LÉGISLATION FRANÇAISE
SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 25 Juin 1919, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

Pierre LECOQ

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. GIDE, professeur.
CAPITANT, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANNE MORLAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1919





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La réparation des accidents sous l'empire du Code civil. — Le système de Saintelette et Sauzet. — Le système de Saleilles et Josserand. — Le système du risque professionnel. — Sa justification. — Conception nouvelle du risque professionnel. — Plan de l'étude.

Protéger les travailleurs contre les risques auxquels ils sont exposés est à la fois un devoir de justice et une nécessité sociale. La morale, l'équité et l'intérêt bien entendu de la société s'accordent, en effet, pour commander impérieusement au législateur d'étendre sa sollicitude sur ceux qui coopèrent à la production de nos richesses et qui doivent puiser dans cette coopération même le principe de leur protection.

Cette conception du *risque professionnel* n'a reçu un commencement de réalisation qu'à la fin du siècle dernier ; au cours des années suivantes le législateur s'est attaché à étendre la sphère d'application du nouveau principe et à en perfectionner les rouages.

Son œuvre, comme bien d'autres, est loin d'être parfaite. Elle a tout au moins le mérite d'avoir réalisé un progrès incontestable sur le droit antérieur.

*
* *

Avant l'année 1898 ou fût votée la première loi sur les accidents du travail l'ouvrier n'avait, pour obtenir réparation du préjudice qui lui était causé dans son *habitus corporis*, que les armes du droit commun. La responsabilité du patron résidait dans l'art. 1382 du Code civil, mais la plupart du temps c'était là une protection illusoire car pour réussir dans son action l'ouvrier devait prouver une faute de son employeur, ce qui était dans les trois quarts des cas impossible, les accidents les plus fréquents provenant en effet de cas fortuits ou de force majeure.

On avait essayé de trouver ailleurs le fondement de la responsabilité patronale : Saintelette et Sauzet la faisaient dériver du contrat de travail lui-même qui donne naissance à des obligations pour chacun des contractants. L'ouvrier met à la disposition du patron son activité, sa force de travail, mais en revanche le patron n'est pas quitte par le paiement du salaire. Il y a en effet un art. 1135 du Code civil qui stipule que « les conventions obligent non seulement à ce qui est exprimé, mais à toutes les suites que l'équité donne à l'obligation d'après sa nature ». Et l'art. 1156 : « On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes ». — Or, on pouvait dire que le contrat de travail oblige le patron à

veiller sur la sécurité de son ouvrier au même titre qu'il est tenu de lui payer son salaire.

C'était la théorie subjective, dite du renversement de la preuve : le patron, au lieu de laisser à l'ouvrier le soin d'établir une faute à son encontre devait prouver qu'il s'était acquitté complètement de son obligation ; mais cette théorie avait peu d'intérêt pratique, car elle laissait à la charge de l'ouvrier les cas fortuits, qui, nous l'avons vu, sont les plus nombreux.

Saleilles et Josserand s'attachèrent ensuite à dégager la responsabilité du patron de l'art. 1384 du Code civil : c'est la théorie de la faute objective, qui naît du fait même de la propriété ou de la garde. Les cas fortuits restaient bien alors à la charge du patron mais la protection de l'ouvrier n'était pas encore entière, car il restait responsable de son propre fait, notamment de ses imprudences, inévitables dans l'exercice d'un métier ou l'habitude du danger finit par émousser l'attention et engendre souvent la témérité.

Enfin ce régime, indépendamment d'une protection très aléatoire encourait bien d'autres reproches : lenteurs de la justice, arbitraire dans la fixation des dommages-intérêts, exploitation des victimes par ces avocats marrons que nous trouvons encore maintenant, hélas ! dans les prétoires des tribunaux de conciliation et contre lesquels ne s'exerce pas assez la justice répressive, bien que le scandale soit permanent. Il n'y a cependant rien de plus fâcheux que de faire des lois et de ne pas en assurer le respect.

Il n'était pas jusqu'aux patrons eux-mêmes qui n'aspi-

rassent à une modification du régime, car lorsqu'elles les frappaient les indemnités allouées à leurs ouvriers étaient particulièrement lourdes. Ils vivaient dans le domaine de l'incertain et étaient prêts à accueillir une loi qui préciserait leurs charges.

★
* *

Cette loi, qui était élaborée depuis 1877, fut votée le 9 avril 1898.

Elle a consacré le principe du risque professionnel dont il nous faut maintenant parler :

Ce principe, tout nouveau dans notre droit, consiste à mettre à la charge de l'industrie elle-même, indépendamment de toute faute imputable aux uns ou aux autres, la réparation déterminée à forfait par la loi des risques auxquels elle expose ceux qu'elle emploie.

Et il se justifie par les considérations suivantes :

Chef d'entreprise, je groupe autour de moi des activités étrangères et avec les complications de l'outillage et de l'industrie moderne je crée des organismes générateurs de risques auxquels je sou mets ces activités.

Un accident arrive. Qui doit en supporter les conséquences ? Est-ce mon ouvrier dont l'initiative est restreinte, qui est tenu par son contrat d'obéir à tous les ordres que je lui donne et qui est, à proprement parler, devenu « l'esclave

de la matière » comme disait un de nos ministres du Travail, parce qu'il n'est plus le maître de son outil, mais le subit. — Doit-il supporter les conséquences d'une fatalité aveugle ? Peut-on même lui reprocher certains manquements à la prudence si la prudence elle-même s'endort toujours au contact d'un danger permanent ?

En bonne justice, n'est-ce pas moi qui dois plutôt réparer l'accident ? « La machine tue et blesse, elle est mienne, j'en dois répondre. » (Cheysson). Le travail de mon ouvrier dans l'exécution duquel il a été blessé ou a trouvé la mort a été pour moi la source de profits ; aussi est-il équitable de prendre à ma charge l'amortissement du capital humain utilisé dans mon intérêt comme je dois supporter l'amortissement de l'outillage qui s'use à mon service. C'est là un des éléments des frais généraux de mon industrie dont je dois supporter les pertes au même titre que j'en recueille les bénéfices.

Et puis, ma responsabilité est en quelque sorte le corollaire du pouvoir de direction et d'autorité que je possède sur mon ouvrier, en vertu du contrat de travail.

C'est cette responsabilité légale du patron qui a constitué la grande innovation de la loi de 1898.

Il importe donc peu que l'accident soit imputable au chef d'entreprise, à l'ouvrier, à l'un et l'autre ou qu'il soit le résultat d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit. On ne tient plus compte d'aucun fait subjectif si ce n'est le dol ou la faute inexcusable. L'accident vaut titre et « à la faute » du patron est substituée la relation de cause à effet entre

« l'accident et l'exercice du travail ». (Sachet, *Traité des acc. du trav.*, 3^e édit., n^o 12 et sq.)

Telle était la première conception du risque professionnel, celle du rapporteur Duché à la chambre des députés en 1887, celle de M. l'ingénieur en chef Cheysson, celle d'Aubry et Rau (*Traité de Droit civil*, 5^e édit, t.V, p. 435 et sq.)

On s'attachait surtout dans cette doctrine à faire découler la responsabilité du chef d'entreprise du progrès du machinisme ; la loi de 1898, qui s'en était inspirée puisqu'elle proclamait seulement l'assujettissement de certaines industries dangereuses, apparaissait en quelque sorte comme la forme scientifique et moderne de l'art. 1384.

Mais cette conception primitive était trop étroite, et lorsqu'au cours de cette étude nous examinerons dans quelles circonstances la protection de la loi a été étendue à diverses catégories de salariés qu'on avait tout d'abord laissés sous l'empire du droit commun, nous constaterons que cette disposition du Code civil est insuffisante, à elle seule, pour expliquer l'assujettissement à la loi de travailleurs qui ne sont pas exposés à des risques particuliers. Il a donc évolué et sous sa forme la plus récente le principe du risque professionnel demeure le même quoique singulièrement élargi :

Ouvrier, ou employé, ou apprenti, ce n'est pas seulement parce que je suis entouré de machines-outils, de hauts fourneaux, de tours et de laminoirs que je suis protégé. Ce n'est pas le danger spécial et plus redoutable dont je suis menacé

qui me confère un droit nouveau. Comment expliquerais-je, alors, la protection dont jouissent tout comme moi le comptable et la modiste et demain le domestique et le travailleur des champs ?

Non, la responsabilité de mon patron a sa source dans ce fait qu'il emploie et tire profit de l'activité industrielle que j'ai mise à sa disposition, quelle que soit la forme de cette activité, quels que soient aussi les risques par moi courus.

Nous n'en sommes plus au temps où les esprits étaient séduits par cette idée de n'instituer une législation spéciale que pour les professions plus meurtrières. Peut-on, en effet, proclamer dangereux officiellement certains métiers, les séparer des autres comme par des cloisons étanches, et mettre ainsi des millions d'individus hors la loi parce qu'ils seront victimes « d'une fatalité plus rare » pour employer les propres expressions de M. Mirman dans son remarquable rapport à la Chambre des députés lors de la discussion de la loi qui fut votée le 12 avril 1906.

« Le risque professionnel, dégagé de l'idée de faute ou de « délit et basée sur le contrat est le même pour toutes les « catégories de salariés, et c'est en cela justement que consiste l'idée moderne du droit dont la loi de 1898 est une « première émanation. » (Mirman, même rapport.)

Malheureusement, et seulement pour un temps d'épreuve, nous l'espérons, le législateur n'a pas voulu tirer de ce principe rajeuni toutes les conséquences qu'il comportait. Nous verrons pourquoi.

Il en résulte qu'à l'heure actuelle une quantité innombrable de travailleurs sont encore dans la même situation que l'ouvrier des usines avant 1898.

Peu à peu cependant le champ d'application de la loi s'est élargi et tend à comprendre tout le monde du travail.

..

Ce sera donc le but de cette étude de rechercher quels sont, aujourd'hui, les bénéficiaires de la théorie du risque professionnel.

A cet effet il nous faudra, tout d'abord et logiquement, examiner les professions assujetties. Ce sera pour nous l'occasion de faire un rapide exposé dans leur ordre chronologique des lois intéressant la législation des accidents du travail.

Nous étudierons ensuite le sens des mots « ouvriers et employés » de l'art. 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 et nous constaterons que la responsabilité du chef d'entreprise est subordonnée à l'existence d'un contrat de travail préalablement passé avec son ouvrier. Il est cependant fait exception par la loi du 30 juin 1899 sur les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines à moteurs inanimés.

Après avoir défini les caractéristiques de ce contrat de travail qui est comme la clef de voûte de tout l'édifice nous

examinerons son influence sur l'application de la loi. Nous le distinguerons d'autres contrats avec lesquels on pourrait avoir tendance de le confondre, et nous découvrirons ainsi que quantité de salariés liés à l'employeur par un contrat d'une autre forme sont en dehors du domaine de la loi. A l'aide de ce critérium, rechercher ceux qui, dans les professions assujetties, sont légalement protégés, formera la troisième partie de notre travail.

Enfin, nous essaierons de montrer que malgré les protestations de la doctrine la jurisprudence soumet, pour l'application de notre loi, le contrat de travail à certaines conditions de validité, ce qui exclut notamment du système une catégorie particulièrement intéressante de travailleurs : les mineurs de treize ans non pourvus de leurs certificats d'études et d'aptitude physique.

Et pour conclure nous porterons notre attention sur les salariés qui, dans le monde ouvrier, ne jouissent encore maintenant d'aucune protection spéciale. Nous passerons en revue les différentes propositions dont le Parlement a été saisi en ce qui les concerne, les résultats acquis à ce jour.

Nous nous demanderons, en terminant, si des mesures plus générales ne sont pas à souhaiter à l'effet d'appliquer au plus grand nombre possible de travailleurs une législation qui a fait ses preuves malgré les critiques dont elle a été l'objet et les imperfections dont, comme toute œuvre humaine, elle n'a pas été épargnée.

PREMIERE PARTIE

De l'assujettissement de l'entreprise à la législation sur les accidents du travail .

CHAPITRE PREMIER

DES ENTREPRISES ASSUJETTIES

La loi du 9 avril 1898. — Sphère d'application. — Dérogation visant la petite industrie. — La loi du 30 juin 1899. — Portée restreinte d'application. — La loi du 12 avril 1906. — La loi du 15 juillet 1914. — Caractère fragmentaire de cette législation.

Le 9 avril 1898 fut votée, après de longs débats, la première loi française sur le risque professionnel.

Au cours des travaux préparatoires l'énumération des entreprises régies par la nouvelle loi avait souvent varié ; les uns, comme M. Martin Nadaud proposant de l'appli-

quer, d'emblée, à toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole, sans distinction ; les autres voulant la restreindre aux travaux susceptibles de faire courir aux ouvriers des risques particuliers.

C'est en s'inspirant de cette dernière conception que les commissions sénatoriales de 1889 et de 1895 proposaient de n'assujettir que les entreprises et exploitations industrielles où le travail serait reconnu dangereux et dont un règlement d'administration publique dresserait la liste.

Finalement on se mit d'accord pour désigner expressément dans le texte, par voie d'énumération, comme étant soumis à ses prescriptions un certain nombre d'industries ou établissements industriels qui se trouvaient ainsi assujettis de plein droit :

1° *L'industrie du bâtiment.* — C'est-à-dire tous les métiers, toutes les entreprises qui concourent à la construction, à la réparation, à l'entretien ou à la démolition des édifices de toute nature. Cette industrie était ainsi embrassée dans sa généralité.

2° *Les usines et les manufactures.* — Les usines sont des établissements où l'on prépare les matières premières, en vue de leur usage industriel ; les manufactures s'entendent plus spécialement d'établissements où s'opèrent des transformations d'ordre industriel.

Il ne doit pas nous échapper que dans l'énumération légale les ateliers étaient omis. Était-ce un oubli volontaire pour ne pas assujettir certains petits patrons dont le travail ne présentait pas de risques spéciaux ou, au contraire,

comme devait le décider la jurisprudence de la Cour de Cassation tous les ateliers devaient-ils être assimilés aux usines et manufactures ? Ce problème perdit tout son intérêt avec la loi du 12 juin 1906 que nous étudierons plus loin.

3° *Les chantiers.* — Ils comprennent tous les ateliers en plein air ou les ouvriers travaillent à des terrassements et à la préparation industrielle des matériaux destinés aux usines ou manufactures. Mais ces chantiers devaient avoir un caractère industriel, ce qui excluait les chantiers ou s'accomplissaient seulement des opérations de dépôt, d'enlèvement, de triage et d'emballage.

4° Les entreprises de *transport par terre*, qu'il s'agisse d'un simple voiturier ou d'une compagnie de chemins de fer, *ou par eau*, c'est-à-dire sur les canaux, fleuves et rivières, les transports par mer étant régis par des lois spéciales.

5° *Les entreprises de chargement et de déchargement.* D'après les explications fournies par le rapporteur au Sénat, la loi ne vise que le chargement des navires dans les ports.

6° *Magasins publics* (docks, magasins généraux, etc...)

7° *Mines, minières, carrières.*

L'art. 1^{er} de la loi assujettissait en outre, mais sous certaines conditions :

1° *Toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives* : il s'agit ici des exploitations qui ne seraient pas déjà soumises à la loi dans l'énumération ci-dessus.

Le caractère industriel ou commercial n'est pas exigé : c'est en somme une dérogation au système de la loi, mais elle s'explique si nous considérons le mobile qui a guidé constamment le législateur : à danger plus redoutable, protection plus efficace.

Cependant il importait qu'on se trouvât en présence d'une exploitation, c'est-à-dire d'une entreprise ayant un but de lucre. Ainsi la manipulation d'explosifs dans un laboratoire de Faculté ou un établissement scientifique ne serait pas garantie par la loi.

2° *Toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme et des animaux*, c'est à dire toute force élémentaire ou mécanique telle que la vapeur, le gaz, l'électricité, le vent, l'eau (Loubat, *Traité sur le risq. profes.*, 3^e édit., n° 212.). Et ainsi que le fait remarquer M. Capitant dans son *Cours de législation industrielle* (Ed., 1912, p. 335), « ici encore reparait l'idée dominante « du législateur qui considérait le machinisme comme la « principale cause des accidents ».

Les accidents agricoles tombaient sous le coup de ces dispositions, mais autant seulement qu'il y était fait usage de substances explosives ou de moteurs inanimés, ce qui laissait sous le régime du droit commun « la grande masse « des exploitations agricoles ».

Cependant, [à ces dispositions, le § 2 de l'art. 1^{er} apporte une dérogation visant les ouvriers qui travaillent

habituellement seuls et qui font appel à la collaboration accidentelle d'un ou plusieurs de leurs camarades. Le législateur a été ici, en ce qui concerne l'industrie, guidé par les mêmes scrupules que nous retrouverons en 1915, lors de la discussion à la Chambre de la loi sur les accidents agricoles.

Il ne voulait pas en effet imposer de nouvelle charge à la petite industrie. Et c'est pourquoi il avait été proposé au cours des débats de n'assujettir le chef d'entreprise qu'autant qu'il emploierait 5 ou même 10 ouvriers. M. Bardoux, rapporteur au Sénat, fit comprendre que les risques étaient aussi dangereux pour le travailleur, que la machine soit desservie par 3, par 10, comme par 20 personnes.

Cependant on prit en considération l'amendement qui exceptait du régime nouveau l'ouvrier auquel un de ses camarades vient donner un coup de main à titre de réciprocité, tel ce charpentier de village, travaillant seul d'ordinaire, qui est appelé un jour à réparer un bâtiment de ferme, et qui va chercher un ou deux camarades pour l'aider à monter des fardeaux trop lourds pour ses seules épaules.

Il y a bien un contrat de travail conclu avec les compagnons, un salaire a été stipulé, c'est entendu. Mais notre ouvrier est un patron tout à fait accidentel. Et, comme le faisait remarquer M. le sénateur Baudens, on ne peut transformer par le fait de la loi en patron un simple ouvrier qui se borne à prélever sur son propre salaire la rémunération d'un camarade aussi pauvre que lui. D'ailleurs, la qualité de patron suppose, en général, des rapports durables de direc-

tion d'un côté et de subordination de l'autre qu'on ne rencontre pas dans l'espèce. Enfin, la loi ne vise que les chefs d'entreprise, ce qui exclut une collaboration accidentelle entre camarades.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'un petit patron serait assujetti même si, sans employer *constamment* un autre ouvrier il l'occupait *habituellement*.

..

Nous avons vu tout à l'heure que si la loi du 9 avril 1898 s'appliquait principalement à l'industrie elle étendait toutefois dans une bien faible mesure, il est vrai, sa protection à l'agriculture en visant les « exploitations ou partie « d'exploitations où il est fait usage d'une machine autre « que celle de l'homme ou des animaux ».

Cependant au cours de la discussion de cette loi MM. Julien Goujon et Mirman avaient proposé deux amendements ayant pour objet de préciser et d'interpréter le texte de la commission qui comportait, à leur avis, une lacune. L'agriculture, disaient-ils, n'était visée que d'une façon tout à fait indirecte. Or, il convenait de savoir si l'emploi même accidentel de moteurs inanimés, tels qu'une batteuse, suffirait à transformer une exploitation purement rurale en établissement industriel assujetti à la nouvelle loi. D'autre part, il importait de spécifier qui serait déclaré

responsable de l'accident, du cultivateur ou du propriétaire exploitant de la machine.

C'est pour combler cette lacune qu'est intervenue le 30 juin 1899 une loi nouvelle dont le paragraphe 1^{er} de l'art. unique est ainsi conçu :

« Les accidents occasionnés par l'emploi de machines
« agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont
« victimes par le fait ou à l'occasion du travail les personnes
« quelles qu'elles soient occupées à la conduite ou au ser-
« vice de ces moteurs ou machines sont à la charge de
« l'exploitant dudit moteur ».

Le législateur a surtout en vue ici les accidents causés par les batteuses mécaniques, mais elle s'applique à tous les cas où l'agriculture emploie un moteur inanimé mû par la vapeur, l'électricité, le pétrole, le gaz pauvre, la force hydraulique, etc...

Sont ainsi naturellement exclus de la sphère d'application de la loi tous les autres accidents causés par le battage au fléau, contact avec les animaux, emploi de tous instruments aratoires mus à la main ou par la force animale (Sachet, *op. cit.*, n° 906), travaux d'élagage, ébranchage, etc...

Il apparaît clairement que le législateur, fidèle à la première conception du risque professionnel, tel que nous l'avons définie, a été surtout inspiré dans la rédaction du texte par une pensée de protection pour les travailleurs aux prises avec des engins particulièrement redoutables.

Cependant, pour des raisons d'opportunité, il apporte une

dérogação sérieuse à la loi de 1898 dont l'application est subordonnée, ainsi qu'il sera longuement développé ci-dessous, à l'existence d'un contrat de travail passé préalablement à l'accident entre le chef d'entreprise et ses ouvriers ou employés.

Or, la loi de 1899 s'étend à toute personne, quelle qu'elle soit, liée ou non par un contrat de travail à l'exploitant et qui, même sans salaire, est occupée à la conduite ou au service du moteur.

Malgré cette dérogation qui a pour résultat d'accorder le bénéfice du risque professionnel à certaines personnes que le régime institué en 1898 laissait sous l'empire du droit commun il ne doit pas nous échapper que le champ d'application de la loi de 1899 est très étroit puisque sont seuls garantis les accidents résultant de l'emploi normal ou du fonctionnement de la machine.

Enfin la loi, *in fine*, édicte qu'en dehors du cas par elle déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture. Voilà qui restreint encore singulièrement sa portée, qui aggrave même la situation de l'ouvrier agricole à un certain point de vue. Sous l'empire de la loi de 1898 on pouvait soutenir, à juste titre, par exemple, que la mise en œuvre de matières explosives prévue à l'art 1^{er} avait pour effet d'assujettir toute exploitation quelqu'en soit le caractère : industriel, commercial ou agricole. Le travailleur des campagnes qui allait faire sauter un rocher à l'aide de la dynamite, et était blessé au cours de cette opération pou-

vait donc se prévaloir de la théorie du risque professionnel.

La restriction absolue apportée par la loi de 1899 n'engage donc plus maintenant la responsabilité du patron que dans les termes du droit commun pour tous les travaux autres que ceux expressément prévus par le texte, bien que certains d'entre eux, comme dans les exploitations forestières, donnent naissance à des accidents nombreux et très souvent mortels.

Mais il importe de distinguer soigneusement, pour l'application de la loi, la nature du travail dans l'exécution duquel l'ouvrier a été blessé. Il faut partir de ce principe que le travail agricole est limité aux opérations indispensables à la préparation du sol, à la récolte des produits venus à maturité, à leur enlèvement et à leur transformation élémentaire pour les livrer à la consommation, mais s'il s'agit d'une transformation délicate qui n'a pas pour but de donner à ces produits leur valeur marchande première, la loi de 1898 doit jouer, car le travail a ici un caractère industriel manifeste (sciage du bois dans une coupe faite en forêt à l'effet de le convertir en planches — distilleries — féculeries, sucreries annexées aux exploitations agricoles).

*
* *

Ce régime embrassait donc toutes les professions indus-

trielles et certains travaux agricoles jugés particulièrement périlleux. Mais si l'on s'en tenait au critérium adopté par le législateur : protéger en premier lieu les travailleurs courant des dangers spéciaux, on ne pouvait être autrement que frappé, en certains cas, par les conséquences injustes et illogiques de la solution adoptée : quelles raisons juridiques pouvait-on, en effet, faire prévaloir pour admettre au bénéfice de la nouvelle législation le camionneur d'une usine, alors que le camionneur du commerçant voisin restait sous la protection bien décevante du droit commun. Les périls qu'ils couraient tous les deux étaient identiques. Les mêmes infortunes devaient appeler les mêmes secours.

Et puis la loi nouvelle rencontrait des difficultés d'application si sérieuses qu'elle nécessitait l'intervention du législateur. On aboutissait souvent, en effet, à la confusion et à des solutions qui choquaient le bon sens. Ainsi nous nous souvenons que la loi de 1898 n'avait pas compris dans son énumération les ateliers.

Il s'agissait de savoir si cette énumération était limitative ou simplement énonciative. La Cour de cassation assujettissait donc les ateliers, motif pris de ce que la loi comprenait toutes les professions industrielles, c'est-à-dire celles qui opèrent des transformations de produits (Cass., 3 août 1903, S., 1904, 1, 491).

Le Conseil d'Etat était d'un avis opposé considérant que « pour déterminer si un établissement constituait une manufacture dans le sens de l'art. 1^{er} de la loi, cet établissement devait être apprécié non d'après la nature écono-

« mique et les résultats de son exploitation, mais d'après la
« nature du travail auquel il est procédé, les risques que ce
« travail fait courir aux ouvriers et les conditions générales
« dans lesquelles il est exécuté » (18 mars 1904, D., 1, 3,
1906) ; mêmes querelles en ce qui concernait l'interpréta-
tion du mot « chantiers ». La Cour suprême refusait de les
comprendre dans la loi s'il ne s'y opérât point de transfor-
mations industrielles, comme, par exemple, les chantiers
d'un marchand de charbon. Le Conseil d'Etat, de son côté
imposait au commerçant le paiement de la taxe addition-
nelle à l'impôt des patentes.

De même encore pour les industries de l'alimentation.
Il y avait des hésitations, des divergences sans nombre
dans la jurisprudence. Pour les tribunaux judiciaires les
bouchers étaient assujettis, pour les tribunaux administra-
tifs ils ne l'étaient pas.

Comment faire comprendre ces subtilités aux profanes et
aussi les empêcher d'être persuadés que les travailleurs de
l'industrie jouissaient d'un privilège dont étaient frustrés
les travailleurs du commerce : est-ce qu'ils n'étaient pas
également intéressants et devait-on les mettre hors la loi
sous ce prétexte qu'ils appartenaient à un métier ré-
puté inoffensif ?

Une loi nouvelle était donc absolument nécessaire.
Mais comment procéder : en étendant purement et simple-
ment le bénéfice de la loi de 1898 à toutes les exploitations
industrielles et commerciales ? Cela fut proposé, mais il y

avait un inconvénient évident que mit en lumière M. Mirman à la Chambre des députés. La loi de 1898, disait-il, comprend deux parties bien distinctes : l'industrie du bâtiment, les usines et manufactures, etc... et toute exploitation ou partie d'exploitation où l'on fait usage de matières explosives ou d'un moteur inanimé. Or, il peut y avoir des exploitations qui ne revêtent aucun caractère commercial, mais dont les ouvriers sont souvent protégés parce qu'on y fait usage de matières explosives, qu'on s'y sert de machines à moteur inanimé, parce qu'elles constituent un chantier ou que le travail qui s'y exécute a le caractère d'une véritable manufacture.

On exclurait ainsi de la loi tous les travailleurs de ces exploitations comme tous les salariés de l'Etat si, au lieu de procéder par voie de disposition nouvelle on se bornait à remplacer par la formule ci-dessus rappelée l'énumération de la loi de 1898.

Mais quelle serait la portée de cette disposition nouvelle ? Le législateur parachèverait-il l'œuvre ébauchée et donnerait-il au problème la seule solution logique qu'il comporte en étendant à tous ceux qui sont liés par un contrat de travail à un employeur quelconque le bénéfice du nouveau principe ?

M. Mirman qui s'était fait une spécialité de ces questions dans l'étude desquelles il excellait, d'ailleurs, le proposait sans hésitations à la Chambre, car le droit à la protection, disait-il, « est implicitement contenu dans le contrat de travail écrit ou tacite et ce contrat garde une valeur quel-

« qu'en soit l'employeur et quelque usage qu'il fasse des
« produits du travail accompli ; il importe peu que l'em-
« ployeur vende ces produits, ou qu'il les consomme lui-
« même ou qu'il les consacre à une œuvre d'intérêt pu-
« blic..... » (Rapport à la Chambre des députés).

Cependant, le Parlement toujours hanté en quelque sorte par cette idée que la protection de la loi ne pouvait s'appliquer aux professions ne présentant pas de risques sérieux d'accidents ne retint que l'extension de la loi de 1898 aux entreprises commerciales.

C'était là un progrès incontestable puisqu'en somme tous les travailleurs de l'industrie et du commerce relevaient de la législation nouvelle.

Néanmoins, en étaient encore exclus des millions de salariés : tous ceux des professions libérales, les domestiques attachés à la personne, la majeure partie, enfin, des travailleurs agricoles auxquels on avait promis dès 1898 une législation spéciale, adaptée aux conditions du travail à la campagne.

*
* *

La protection de la loi était cependant particulièrement nécessaire à ceux d'entre eux qui étaient occupés dans les coupes et exploitations de forêts et se trouvaient exposés par un métier très périlleux à des risques nombreux et redoutables.

Déjà lors de la discussion de la loi de 1906 un amendement les assimilant aux ouvriers des chantiers de manutention avait été adopté par la Chambre, mais il fût disjoint pour être étudié avec le projet relatif aux accidents agricoles. Le législateur se méprenait ainsi sur le véritable caractère du travail dans les exploitations forestières.

Evidemment, il s'y exécute dans des conditions spéciales : les coupes se font l'hiver, de préférence, et les ouvriers qui sont ordinairement payés à la tâche et fournissent leurs outils jouissent d'une certaine latitude dans l'accomplissement de leur ouvrage, mais cela ne prouve point que la sylviculture ne soit qu'une branche de l'agriculture, comme on le soutenait.

Les entreprises d'exploitation en forêt ont, au contraire, un caractère industriel manifeste. Si l'on applique, en l'espèce, le critérium de la Cour de cassation, à savoir qu'une entreprise doit être réputée industrielle lorsqu'il s'y opère une transformation de matière première en vue de son utilisation on doit bien reconnaître que les bûcherons sont de vrais transformateurs, par conséquent, de vrais ouvriers de l'industrie car « ils prennent l'arbre couché ou debout, ils « l'ébranchent, le débitent en billes, en bûches ou en « planches » (Rapport Cordelet, travaux préparatoires de la loi de 1906).

La jurisprudence était assez hésitante sur cette question : si, disait-elle, les bûcherons opèrent une transformation il n'en reste pas moins vrai que le bois est un produit du sol et que les ouvriers forestiers font une récolte. En se basant

sur cette considération elle déclarait que les accidents dans la sylviculture relevaient du droit commun seul.

Sous un autre aspect et ainsi que le faisait remarquer judicieusement M. Boucher dans son rapport au Sénat le 22 mars 1910, la situation faite à certains de ces travailleurs était assez illogique et présentait des anomalies regrettables.

« Les ouvriers d'un marchand de bois, disait-il, empi-
« lant des bois de feu devant ses magasins, manutention-
« nant des bois de grume ou façonnés soit dans ses chan-
« tiers, soit aux abords des gares bénéficiaient de la loi
« de 1898 en vertu de l'art. 1^{er} relatif aux chantiers, tan-
« dis que les mêmes ouvriers manœuvrant dans des con-
« ditions beaucoup plus difficiles les mêmes bois sur le
« parterre de la coupe supportaient seuls le risque profes-
« sionnel. »

Les ouvriers, frappés par ces contradictions, se croyaient victimes d'un déni de justice et les exploitants, de leur côté, dans l'incertitude d'une situation mal définie devaient pour parer à tous les risques contracter une double assurance près des compagnies, l'une les garantissant contre les accidents du travail, l'autre couvrant leur responsabilité civile. D'autre part, la loi de 1907 sur l'assujettissement volontaire à la législation nouvelle ne semblait pas avoir un succès bien marqué.

C'est pourquoi, dès l'année 1908, M. J.-L. Breton proposait sans attendre le vote de la loi sur les accidents agricoles, comme il avait été décidé, de rendre applicable la loi

de 1898 aux exploitations forestières. La loi fut longuement discutée et après divers incidents la Chambre et le Sénat se mirent d'accord sur un texte transactionnel qui est devenu la loi du 15 juillet 1914 et dont nous faisons connaître ci-dessous les plus intéressantes dispositions :

Art. 1^{er}. — La législation sur la responsabilité des accidents du travail est, sous les réserves des dispositions spéciales ci-après, étendue aux exploitations de bois.

Art. 2. — Sont seuls considérés comme exploitation de bois les travaux d'abatage, d'ébranchage, lançage, schlit-tage, transport à la main en forêt et lorsqu'ils sont exécutés sur le parterre de la coupe les travaux de débit, façonnage, sciage, empilage, écorçage et carbonisation.

Toutefois, la présente loi n'est pas applicable aux terrains boisés exploités en tout ou en partie, dont la superficie d'un seul tenant n'excède pas trois hectares ni aux arbres plantés hors des bois lorsque l'opération n'aura pas le caractère d'une exploitation, ni aux éclaircies faites dans les plantations de moins de vingt ans.

Elle n'est pas non plus applicable aux coupes de bois effectuées pour son usage personnel par le propriétaire du sol ou par le fermier ou métayer.

Art. 3. — Est considéré comme chef d'entreprise le propriétaire des bois abattus ou mis en œuvre si leur exploitation a été assumée par un entrepreneur à la suite d'une adjudication ou en exécution d'un contrat d'entreprise.

Dans tous les cas la responsabilité du chef d'entreprise

s'étend aux ouvriers et employés de l'exploitation, à la condition pour la victime ou ses ayants droit d'établir la preuve de l'embauchage.

A la lecture de ce texte on devine aisément la pensée du législateur qui voulait faire une distinction bien nette entre les exploitations forestières ayant un caractère spécialement industriel et commercial et les opérations purement culturelles et d'entretien qui devaient relever de la loi relative aux accidents agricoles, en préparation.

C'est pourquoi la loi exige une condition de superficie pour l'assujettissement : trois hectares ; pourquoi encore au lieu de comprendre dans sa sphère d'application tous les accidents qui seraient survenus sur le parterre de la coupe, ainsi que la Chambre l'avait proposé « elle tenait « par une énumération d'exceptions ayant un caractère « explicatif et non limitatif à laisser dans le domaine agricole les opérations purement culturelles » telles que l'élagage, l'abatage d'arbres isolés, d'extractions de souches, d'éclaircies dans les plantations de moins de vingt ans, toutes opérations, en un mot, n'ayant pas le caractère d'exploitation de bois en vue de la vente.



Ouvriers de l'industrie et du commerce, travailleurs agricoles occupés dans les exploitations faisant usage d'un

moteur inanimé ou dans des coupes forestières dont la superficie est supérieure à trois hectares, tels sont les salariés qui, selon des modalités diverses, sont seuls assujettis aux lois sur les accidents du travail.

Ainsi que nous l'étudierons à la fin de cet ouvrage, quantité de salariés, dont certains courent des risques aussi, sinon plus dangereux, souvent, que les employés de commerce ne puissent encore leur protection, garantie bien précaire, que dans les dispositions du Code civil.

Le principe du risque professionnel implique cependant l'assujettissement de tous les travailleurs, quelle que soit la nature de l'industrie exercée par leur patron, quels que soient aussi la gravité ou la fréquence des risques auxquels ils sont exposés. Mais le législateur par timidité, peut-être aussi par prudence n'a pas osé faire découler de la théorie qu'il avait édifiée toutes ses conséquences logiques.

Il a donc voulu procéder par étapes, se rendre compte des effets qu'allait produire une loi si exorbitante du droit commun à laquelle on faisait déjà d'amères reproches. Vous ruinerez l'industrie, disait-on, votre loi est contraire à l'intérêt des ouvriers et au développement de la famille ; elle aboutit à favoriser la main-d'œuvre étrangère et l'imprévoyance, à empirer les rapports entre patrons et ouvriers.

Le législateur voulait donc tenter un essai ; il fallait que la pratique eût révélé les avantages et les inconvénients de la loi ; on ne pouvait pas non plus appliquer indifféremment les mêmes règles à l'industrie et à l'agriculture. Voilà

l'explication du caractère fragmentaire de la loi, mais ainsi que le notait le regretté M. Beauregard dont la tombe à peine recouverte appelle notre pieux hommage « l'esprit « français imbu de logique devait demander que ce qui a « été fait pour les uns soit fait pour les autres et que le « principe du risque professionnel soit généralisé ».

..

Avant d'aborder la seconde partie de notre sujet nous devons dire quelques mots de la loi du 18 juillet 1907 qui permet à tous les employeurs non assujettis de faire bénéficier leur personnel des dispositions de la loi de 1898.

M. Mirman proposait de rendre la loi obligatoirement applicable au bénéficiaire, au cas où son patron aurait usé de la faculté qui lui était accordée. Mais le Sénat a voulu qu'il y eût acceptation formelle et écrite du salarié, un véritable accord conclu entre les parties. Une disposition spéciale vise les illettrés.

Tous les individus peuvent donner leur adhésion : mineurs ou femmes mariées.

« Dès que le salarié a donné sa signature les deux parties se trouvent placées sous le régime de la loi de 1898 « et y restent tant que dure le contrat de travail » (Capitant, *op. cit.*, p. 346).

Malheureusement cette loi n'a pas donné des résultats

positifs bien brillants. Le rapport sur l'application pendant l'année 1909 des lois concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs paru à l'*Officiel* du 1^{er} février 1911, faisait ressortir qu'il y avait au 31 décembre 1909 à peine 1.300 adhésions à la dite loi dont 720 de marchands de bois à la suite de grèves de leurs ouvriers bûcherons (1). Il resterait donc 580 adhésions volontaires, ce qui est bien peu.

(1) Ces chiffres sont également indiqués par M. Capitant dans son cours de *Législation industrielle* (p. 346). Nous n'avons pas trouvé de statistique plus récente.

CHAPITRE II

CARACTÈRES DE L'ENTREPRISE

Qu'entend-on par chef d'entreprise. — Opinion des auteurs. —
Conséquences de ce système.

La première condition requise pour que la victime d'un accident puisse se prévaloir de la législation nouvelle c'est d'établir que le travail au cours duquel elle a été blessée était assujéti.

Mais cette condition serait, à elle seule, insuffisante pour entraîner l'application de la loi.

Les lois de 1898 et de 1906 stipulent, en effet, que ce sont les « chefs d'entreprise » (art. 4) et leurs « ouvriers et employés » (art. 1^{er}) qui supportent ou bénéficient des indemnités légales.

Nous nous attacherons uniquement, pour l'instant, à éclaircir d'une façon complète le sens des dispositions de ces deux lois qui forment en quelque sorte le droit commun des accidents du travail, nous réservant d'examiner dans un chapitre spécial la situation des travailleurs agricoles

garantis jusqu'à présent par le principe du risque professionnel.

∴

Pour que la loi devienne applicable, en cas d'accident, il faut donc en premier lieu un « chef d'entreprise ». La plupart des auteurs et la majeure partie de la jurisprudence ont interprété ces mots d'une façon particulièrement restrictive.

Partant de ce principe que dans l'esprit du législateur de 1898 le risque professionnel avait comme corollaire le forfait inscrit dans la loi, M. Sachet, par exemple (*op. cit.*, p. 229), en a déduit que « c'est une charge imposée à la « seule industrie, mais une charge limitée à l'avance de « façon à permettre au patron de la calculer d'une façon « précise et de s'en couvrir par une prime d'assurance « inscrite dans ses frais généraux ».

Et MM. Aubry et Rau (*op. cit.*, p. 435 et sq): « La responsabilité pèse sur le chef d'entreprise, c'est-à-dire sur « une personne physique ou morale, qui soit par elle-même, soit par l'entremise d'un mandataire, engage les « services de l'ouvrier et l'employé, à laquelle appartiennent la libre direction et la surveillance du travail, « qui en recueille les bénéfices et en supporte les pertes ».

Il ne faut pas prendre ce système au pied de la lettre, car

on en arriverait ainsi à écarter du domaine de la loi toutes les entreprises n'ayant pas pour but la réalisation d'un gain, alors même qu'elles ont un véritable caractère industriel et toutes les exploitations de l'Etat, des départements et des communes organisées uniquement dans l'intérêt public ; cependant si l'on s'en tient à cette conception on peut très logiquement en déduire les conséquences suivantes :

1^o La qualité de chef d'entreprise responsable ne saurait être étendue aux personnes qui n'exercent aucune profession ou dont la profession n'est pas assujettie, même lorsqu'elles font exécuter accidentellement par des ouvriers de leur choix des travaux qui rentrent dans la classe de ceux que vise la loi quand ils sont entrepris par un assujetti. Cette circonstance est, en effet, insuffisante pour modifier leur situation juridique vis-à-vis de leurs préposés. Ainsi ne seront pas protégés les ouvriers d'un artiste peintre, c'est-à-dire d'une personne dont la profession n'est pas comprise dans l'énumération de l'art. 1^{er} et qui leur fait procéder sous sa direction et son autorité exclusive à la mise en place de son œuvre (Cass. 6 janv. 1904, *Rec. ac. trav.* 1903, 351, et 12 juin 1907, 29 déc. 1908). (S., 1910, 1, 208).

La loi ne peut pas davantage s'appliquer au propriétaire non industriel, ni entrepreneur, qui fait exécuter sur son fonds et pour son propre compte des travaux de maçonnerie ou autres (Chambéry, 30 mars 1904 — S., 1906, 2, 132), car « les discussions qui ont précédé le vote de la loi

« tant à la Chambre des députés qu'au Sénat démontrent
« que l'expression chef d'entreprise ne doit s'entendre que
« de l'industriel ou du commerçant dont la profession
« exige ou occasionne le travail auquel il emploie des
« ouvriers » (1).

Et cette solution devrait prévaloir même si le propriétaire avait agi à la manière d'un véritable industriel, embauchant les ouvriers, leur donnant des conseils techniques, s'immisçant dans leur travail, gardant la direction et la surveillance des opérations, ayant, en un mot, conclu avec eux un contrat de travail manifeste (arrêts Cass., 6 janv. 1904 et 12 juin 1907 précités.), et non pas seulement s'il s'était borné à commander et à confier les travaux à un ou plusieurs ouvriers, en leur laissant le soin de prendre toutes les dispositions qu'ils jugeraient utiles pour l'exécution de l'ouvrage.

Cette solution jurisprudentielle n'a pas l'agrément d'auteurs comme M. Loubat (*op. cit.*, p. 339) ou même de M. Cabouat (*Traité ac. trav.*) qui sont d'avis que le particulier embauchant des ouvriers et les employant sous sa direction et son commandement à des travaux assujettis — construction d'un mur ou d'une maison — se substituerait au chef d'entreprise et tomberait sous le

(1) Ainsi une société immobilière, société civile, qui a pour objet la mise en valeur et l'exploitation de terrains dont elle a la propriété et la jouissance, n'est pas assujettie à la loi, même si pour réparer les maisons dont elle est propriétaire elle embauche des ouvriers qu'elle paie et dont elle dirige le travail. (Paris, 9 nov. 1909, *Rev. jud. ac. trav.*, 1910, p. 65).

coup de la loi en organisant un chantier de construction.

Mais ce sont des opinions isolées.

Il n'en reste pas moins que cette solution est regrettable car rien, en équité, ne saurait justifier la différence de traitement entre deux ouvriers qui sont employés à des travaux de même nature, mais qui ne jouissent pas d'une protection identique parce que l'un travaille pour le compte d'un industriel et l'autre d'un simple particulier.

Toutefois il nous faut noter que le chef d'une entreprise assujettie à la loi conserverait dans ses rapports avec les ouvriers qu'il embauche et dirige la responsabilité que cette loi met à sa charge « alors même que l'accident éprouvé « par ces ouvriers serait survenu au cours de travaux de « son état exécutés sur sa propriété et pour son compte « personnel ». Cette circonstance importerait peu, en effet, qu'il n'aurait pas agi comme entrepreneur mais comme propriétaire (Cass., 10 juillet 1911; (*Rec. Gaz. Trib.*, 1913, 1, sem; 1, 491 et 29 janv. 1912; *Rec. Gaz. Trib.*, 1912, 1, sem; 1, 120).

2° Un industriel, un commerçant ou toute personne assujettie ne saurait, d'autre part, revêtir la qualité de chef d'entreprise vis-à-vis des domestiques ou gens de maison exclusivement attachés à la personne qui sont bien liés avec lui par un contrat de travail mais qui, ne faisant pas partie de l'entreprise, ne pourraient être considérés comme des ouvriers ou employés (1) (2).

(1) Ainsi ne serait pas protégé le concierge lorsqu'il excipe de

Cependant ceux-ci seraient protégés si, sur l'ordre de leur maître ils collaboraient *même accidentellement*, à des travaux assujettis, l'assujettissement à la législation sur les accidents du travail dérivant à la fois de la profession du chef d'entreprise et de la nature du travail exécuté en vertu du contrat de louage de services par l'employé au moment de l'accident (Cass., civ., 25 mars 1918., *Gaz. Pal.*, 1918, 1, 53).

Spécialement, est en droit d'invoquer le bénéfice de la loi la personne attachée habituellement comme femme de ménage au service d'une épicière et qui est victime d'un accident, alors que, dans une cave dépendant du magasin d'épicerie et pour les besoins du commerce elle prêtait exceptionnellement son concours au chef d'entreprise, et sur son ordre, pour la manipulation de fûts de vins, cet accident devant être réputé survenu par le fait et à l'occasion du travail (même arrêt).

Cependant, pour que le domestique exclusivement attaché à la personne puisse utilement invoquer à son profit le bénéfice des lois sur le risque professionnel, il devrait, en raison des flottements et des hésitations d'une juris-

cette qualité contre son patron, pris comme propriétaire d'immeuble bien qu'il remplisse ses fonctions dans un magasin de nouveautés, (Seine, 5 fév. 1913, R. A. T., 1913, 44)

(2) Mais aurait droit au bénéfice de la loi le concierge d'usine chargé d'ouvrir et de fermer le portail d'entrée servant au passage des ouvriers et des marchandises (Trib. Lyon, 29 janv. 1909, *Rec. ac. trav.*, 1908, 446, ou le concierge dont les fonctions comportent la garde et la surveillance des locaux industriels pendant la nuit (Cour Grenoble, 10 av. 1908, R. A. T., 1908, 285.)

prudence en apparence contradictoire, mais qui se concilie si l'on serre de près les faits et les espèces, réunir les conditions suivantes :

- 1° Etre lié avec son patron par un contrat de travail;
- 2° Le travail occasionnel devrait être assujetti ;
- 3° Le travail devrait avoir été commandé ou exécuté avec l'assentiment tacite du patron ;
- 4° La profession du patron devrait être assujettie.

(Voir sur cette question le remarquable rapport de M. le conseiller Feuilloley sous l'arrêt précité (*Gaz Pal.*, 1918, 1, 53).

DEUXIÈME PARTIE

De la qualité d'ouvrier, d'employé ou d'apprenti.

CHAPITRE PREMIER

Caractères distinctifs de l'ouvrier et de l'employé. — Nécessité de la distinction avant la loi de 1906. — Des apprentis.

Nous avons vu précédemment que pour être admise à se prévaloir de la législation protectrice la victime de l'accident devait appartenir à une entreprise assujettie à la loi. Il lui faut, en outre, justifier de sa qualité *d'ouvrier ou d'employé*.

Nous traiterons plus loin des conditions auxquelles ce titre peut lui être conféré : qu'il nous suffise, pour l'instant de noter que les mots « ouvriers et employés » spécifiés dans l'art. 1^{er} doivent être entendus dans un sens large de tous ceux qui sont occupés dans une entreprise sous l'auto-

rité et la direction d'un patron avec lequel ils ont passé préalablement un contrat de travail régulier.

..

L'ouvrier, de l'ancien mot français « manouvrier » est celui qui, à la main, à la machine ou par tout autre moyen est occupé à une œuvre de transformation industrielle, à la conduite d'un moteur ou à la manipulation de fardeaux.

L'employé, c'est l'individu qui « étranger aux occupations purement manuelles de la fabrication est exclusivement affecté à la direction ou au service technique « ou commercial des entreprises assujetties... (Loubat, *op. cit.*, n° 383). Il est astreint, à un travail de bureau, de vente ou de surveillance. Ses fonctions, qui se nuancent, comme le dit M. Pic, de l'idée de mandat, participent plutôt de l'ordre intellectuel que matériel ; il jouit d'une certaine initiative dans son travail, tandis que l'ouvrier, d'ordinaire, n'a qu'à exécuter la besogne qui lui est prescrite. Enfin il est généralement payé au mois, tandis que l'ouvrier reçoit ses salaires par semaine ou par quinzaine.

Au point de vue de l'application de notre loi ouvrier et employé jouissent, maintenant du moins, d'un traitement identique. Cependant la distinction n'était pas sans importance avant 1906. On se demandait, en effet, si tous les employés de l'industrie étaient indifféremment protégés ou

si, au contraire, ils devaient avoir été occupés *effectivement* dans l'entreprise assujettie.

Les uns prétendaient que la loi ne distinguant pas, l'employé était en droit d'en invoquer le bénéfice même si les bureaux, les magasins où il était affecté étaient indépendants de l'exploitation industrielle ; mais la plupart des auteurs estimant que le législateur n'avait entendu protéger que les personnes exposées à des risques effectifs étaient d'un avis contraire, autant toutefois que la nature de son emploi et le lieu où il l'exerçait le soumettaient à des dangers particuliers provenant du voisinage de l'industrie (Loubat, *op. cit.*, n° 414 sq.) (1).

Si donc l'administration ou la partie commerciale étaient indépendants, l'employé restait sous le régime du droit commun. Si cet employé était occupé *dans* l'usine ou la manufacture il était protégé par la loi de 1898, la nature du travail au cours duquel il avait été blessé important peu du reste (En ce sens, Sachet-Loubat).

Mais pour M. Cabouat cette condition était insuffisante ; il fallait, en outre, que l'accident dont l'employé avait été victime se rattachât au travail même de l'usine et non qu'il soit seulement survenu par le fait ou à l'occasion du travail ressortissant à ses fonctions propres. Ainsi aurait été exclu du bénéfice de la loi l'employé de bureau blessé avec son canif sur les lieux de l'exploitation. Cette solu-

(1) En ce sens : Nantes, 13 août 1900 (R. A. T., 1901, 163), gardien de navire ;

Nantes, 10 août 1904 (R. A. T., 1904, 222), gardien de nuit.

tion était, d'ailleurs, en contradiction avec les travaux préparatoires.

Cette controverse n'a plus maintenant aucun intérêt. Nous ne l'avons rappelée que pour mémoire.

Cependant, nous nous bornons à signaler que la distinction entre les deux catégories de travailleurs est utile en ce qui concerne l'étendue du privilège pour le paiement des salaires, la compétence des conseils de prud'hommes et l'application de la législation sur la saisie-arrêt.

Dans l'art. 1^{er}, la loi ne parle pas *des apprentis*, jeunes ouvriers en voie de formation ne recevant généralement aucun salaire et qui ne sont pas encore en pleine possession de leur métier. C'est là un oubli involontaire du législateur. Il a, d'ailleurs, réparé implicitement cette lacune puisque dans l'art. 8 il indique les éléments nécessaires pour le calcul de leur salaire, en cas d'accident. Pour l'application de notre loi l'apprenti doit donc être assimilé à un ouvrier.

CHAPITRE II

La loi s'applique sans aucune distinction *d'âge* (1), *de sexe*, quelque soit le mode de distribution et d'organisation du travail, à tous les ouvriers, employés et apprentis, embauchés directement par le patron ou un préposé de ce dernier, contre-maître, marchandeur.

Peu importe le *lien de parenté* qui unit l'ouvrier au chef d'entreprise s'il y a, entre eux, comme nous l'examinerons plus loin, un contrat de travail tout au moins tacite (exception pour les époux; peu importe également le mode de rémunération (à la tâche, aux pièces, à forfait) et l'importance du salaire sous réserves, toutefois, du maximum indiqué à l'art. 2.

D'après cet article les victimes d'accident ne bénéficient des dispositions légales que jusqu'à concurrence d'un salaire de 2.400 francs. Pour le surplus, elles n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'art. 3 à moins de conventions traïres par lesquelles les parties peuvent renoncer à cette

(1) Voir cependant la loi du 2 nov. 1892 sur l'âge d'admission des enfants dans certaines industries.

restriction et élever les rentes dues à l'ouvrier ou l'employé sans toutefois dépasser les limites indiquées par ledit art. 3.

Cette disposition est le résultat d'une transaction car, lors des travaux préparatoires, on voulait restreindre l'application de la loi aux employés gagnant un certain maximum, dont le chiffre avait varié, sous le prétexte que leur salaire comprendrait à la fois et la rémunération de leur travail et la prime afférente aux risques par eux courus.

La loi s'applique également aux *étrangers*, comme aux Français. L'extranéité, dit M. Loubat (*op. cit.*, n° 422 sq.) ne saurait constituer une fin de non-recevoir, même s'il n'y avait pas réciprocité dans leur pays d'origine.

Ce sont des considérations d'ordre public et d'intérêt national qui ont dicté cette mesure au législateur : outre qu'on allégeait d'autant le budget de l'assistance publique on ne créait pas une prime à la main-d'œuvre étrangère que les patrons n'eussent pas manqué de rechercher, s'ils avaient été exonérés, en ce qui la concerne, des charges imposées par la nouvelle loi.

Cependant, les étrangers ou leurs ayants droit, sauf conventions internationales subissent certaines restrictions s'il y a cessation de résidence sur le territoire français.

Tous les employés sont en droit d'invoquer le bénéfice de la loi, quelle que soit leur situation dans l'entreprise (petits commis, expéditeurs, caissiers, inspecteurs...) et leur degré

dans la hiérarchie. La loi s'appliquerait donc, sans aucune difficulté au directeur technique de la société, recevant des mensualités fixes, étranger aux pertes et exerçant ses fonctions sous le contrôle du Conseil d'administration. Des pouvoirs très étendus, tels que ceux de « traiter pour tout ce qui concerne l'exploitation », ne seraient pas de nature à le priver de la qualité ci-dessus spécifiée (Paris, 4 déc. 1911, R.A.T., 1911, 424).

Le directeur technique n'est, en somme, qu'un employé supérieur. Cependant il est parfois assez difficile d'établir la nature juridique du lien qui le rattache à l'entreprise : louage de services ou mandat.

Nous avons défini le sens des expressions « ouvriers et employés ». Nous allons voir maintenant que, sans que son nom figure dans le texte, la jurisprudence pose le principe, justifié, d'ailleurs, que seul le contrat de travail passé entre le chef de l'entreprise assujettie et la victime est susceptible de conférer à cette dernière la qualité d'ouvrier, d'employé... et tous les droits qui en découlent.

TROISIÈME PARTIE

De la nécessité d'un contrat de travail pour l'application de la loi.

CHAPITRE PREMIER

Justification de cette exigence. — Objections.

Si la nécessité d'un contrat de louage de services, bien que proclamée par les travaux préparatoires n'est, disions-nous, inscrite expressément dans aucun article de la loi il n'est cependant pas une de ses dispositions qui n'en présume l'existence.

L'art. 1^{er} par exemple, nous parle d'ouvriers, d'employés ; or, qui dit ouvrier, employé, présume par cela même une contre-partie dans la personne qui emploie « de même que « l'expression de commandé sous entend le commande-
« ment et ces différents termes impliquent une convention,

« un engagement préalable d'où naît l'obligation contractuelle (Rapport de M. le conseiller Alphandéry suivi d'un arrêt conforme de la Cour de cassation du 2 décembre 1901, D., 1902, 1, 403).

Et puis, quelle est en somme la base du principe du risque professionnel ? Nous avons vu (voir *supra*, p. 5) qu'elle était en partie établie sur des relations d'étroite subordination, d'une part, d'autorité, d'autre part ; que l'ouvrier tenu d'obéir à son patron puise dans cet état de dépendance même, la protection dont il est l'objet et que le chef d'entreprise ayant un pouvoir souverain de direction, d'organisation et de surveillance est obligé d'assumer les risques qu'il fait courir à son personnel.

Or quel lien juridique pourra donner naissance à ces rapports réciproques sice n'est un contrat de travail liant les deux parties intéressées ?

Cependant, dit-on, la loi de 1898 n'a-t-elle pas substitué à la responsabilité contractuelle du patron la responsabilité légale ?

Si l'on veut dire par là que le législateur a entendu établir un principe nouveau, mettre à la charge de l'entreprise une obligation indépendante de la faute du patron et des ouvriers et inscrire dans la loi des indemnités forfaitairement prévues dont les parties ne pourraient modifier le quantum, nous sommes d'accord ; mais si l'on s'en tient à cette idée que c'est le fait matériel du travail, à lui tout seul, qui donne ouverture au droit de la victime on va

évidemment à l'encontre de la pensée du législateur et on arrive à des conséquences injustifiables.

On ne peut être responsable que d'un individu qu'on a choisi : or, si la loi de 1898 n'exige pas la perfection d'un contrat de travail rien n'empêchera l'ouvrier qui s'introduit subrepticement dans un chantier, souvent même malgré la défense du patron, de se prévaloir du principe du risque professionnel vis-à-vis de ce dernier.

Cette théorie aboutit en somme à généraliser le système institué pour des raisons spéciales par la loi de 1899 sur les accidents agricoles qui s'applique « à toutes personnes quelles qu'elles soient... » liées ou non, c'est certain, à l'entrepreneur par un contrat de travail.

Or comment, si ce n'est pas là une dérogation au principe général, peut-on expliquer que le législateur ait manifesté sa volonté avec cette insistance particulière et qu'il n'en dise pas autant dans les lois de 1898 ou de 1906 ?

Enfin — et c'est là une raison péremptoire — en matière d'accident du travail la rente due à la victime ou à ses ayants droit est calculée d'après l'importance du salaire. Et il est bien évident qu'un salaire n'a pu être stipulé que comme condition d'un contrat de travail. Alors, comment donc, à défaut et sans violer la loi calculera-t-on ces indemnités ?

Aussi la plupart des auteurs qui n'admettent pas que la responsabilité du chef d'entreprise puisse avoir son fondement dans le contrat de travail sont les premiers à reconnaître que, néanmoins, l'application de la loi, à défaut de contrat, présuppose ces rapports d'autorité et de subordi-

nation dont nous avons parlé et la stipulation d'un salaire.
« L'indépendance envers le patron, dit M. Loubat, et l'absence de salaire sont exclusives de la qualité d'ouvrier. »

Cela revient à peu près au même, mais cette distinction permet à nos auteurs d'accorder le bénéfice de la loi de 1898 aux individus travaillant effectivement sous le contrôle d'un patron et dont le contrat est entaché d'une nullité absolue qui l'empêchait d'être conclu (voir *infra* sur cette question, p.)

Ce qu'il est possible de dire, en vérité, c'est que la responsabilité du patron dérive à la fois du fait matériel du travail et du contrat qu'il a passé avec la victime de l'accident. Ces deux éléments sont inséparables. Autre chose est de se demander si le contrat de travail doit être nécessairement régulier.

CHAPITRE II

Caractéristiques du contrat de travail d'après la doctrine, la jurisprudence et la législation. — De la preuve du contrat de travail ou d'apprentissage.

Qu'est-ce donc, maintenant, que le contrat de travail ?

Empruntons la définition de M. Capitant (*op. cit.*, p. 125 et sq) :

« Le contrat de travail est un contrat par lequel une personne, employé, ouvrier, domestique, s'engage à travailler pour une autre pendant un temps déterminé ou sans fixation de délai moyennant une rémunération fixée soit par jour, semaine ou mois, soit d'après le travail accompli. »

Ce qui caractérise essentiellement ce contrat c'est l'existence d'un état de dépendance et de subordination de l'ouvrier vis-à-vis de son patron sans que le genre de travail fourni ait une influence quelconque. Il n'y aurait même pas de distinction à faire entre les artes serviles et les artes libérales sur la nature desquels de longues controverses se sont élevées. La doctrine moderne est, en effet, maintenant fixée en ce sens que les professions libérales peuvent don-

ner lieu aux mêmes contrats civils que le travail manuel.

D'autre part, le mode de détermination du salaire ne saurait rien changer à son caractère : que l'ouvrier soit payé à façon, aux pièces ou à la tâche peu importe ; ce sont là seulement des modalités diverses du contrat.

MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (*Du louage*, t. II, n° 1648) se rallient à cette opinion « ...sont ouvriers ou « employés, disent-ils, tous ceux qui font un travail manuel « dans un commerce ou une industrie quels que soient leurs « appointements et le mode de paiement de ces appointe- « ments et alors même que dans leur travail l'intelligence « jouerait un rôle considérable. »

Ce critérium n'est pas admis par tous les auteurs, même parmi les plus considérables, comme M. Planiol, qui trouve l'expression de contrat de travail « vide de sens et injustifiable » et n'y voit qu'une variété du louage.

Pour ce savant auteur, la véritable notion de ce qu'il nomme louage d'ouvrage et que nous appelons contrat de travail résiderait dans le mode de rémunération adopté par les parties ; nous trouverions les éléments de ce contrat si le salaire était fixé proportionnellement au temps ; s'il y avait paiement à la tâche nous serions en présence d'une entreprise.

Cette doctrine est contraire à la jurisprudence et à la réalité des faits : il suffit d'examiner les conséquences auxquelles elle donnerait naissance. Voici deux ouvriers dans la même usine, également soumis à l'autorité du chef d'en-

entreprise, mais l'un est payé à l'heure, l'autre aux pièces.

Or, va-t-on soutenir que le lien qui les rattache au patron n'est pas de même nature ?

Quant à la jurisprudence elle est, comme la première doctrine, à peu près entièrement fixée en ce sens que la notion du contrat de travail réside dans l'existence d'un lien de dépendance et de subordination à défaut duquel on tombe dans le contrat d'entreprise. Au cours de cette étude nous aurons l'occasion d'examiner différentes applications de ce principe.

Doctrine et jurisprudence se bornent en somme, à suivre ainsi le système de la législation (art. 1710, C. c., loi de 1832 et 1898) qui sans contenir de définition du contrat de travail ne fait cependant pas de différence entre les ouvriers payés au temps ou à la charge.

Il en est de même pour la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prudhommes ou du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes : que les ouvriers soient payés à la journée ou à forfait, qu'ils exercent même une profession dite libérale cela ne saurait avoir d'influence sur la nature du contrat.

C'est, enfin, ce critérium qu'a sanctionné le projet de loi du 2 juillet 1906 qui, après avoir législativement consacré l'expression de contrat de travail y voit un contrat pouvant indifféremment s'appliquer à toute nature de travail, manuel ou intellectuel, industriel, commercial, sans qu'il y ait à

faire de distinction d'après le mode de rémunération adopté par les parties ou entre les artes serviles et les artes libérales.

Le contrat de travail étant un contrat à titre onéreux exige essentiellement pour sa validité la stipulation d'un salaire, si faible soit-il et dont la forme est indifférente ; qu'il s'agisse d'un salaire espèces ou de prestations en nature, qu'une partie de ce salaire soit constituée par des pourboires ou soit entièrement payé par le patron. Il n'est même pas indispensable, pour l'application de notre loi que la rémunération vienne du chef d'entreprise lui-même : il a pu donner mandat de payer le salaire soit à un autre entrepreneur à la disposition duquel il a mis son ouvrier, soit à un marchandeur sur lequel il conserve autorité, soit au public lui-même (pourboires). Il n'en est pas moins tenu dans ces différents cas, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, au paiement des indemnités légales lorsqu'il y a accident.

L'ouvrier travaillant à titre gracieux n'est donc pas protégé. D'ailleurs, sur quelle base calculerait-on le demi-salaire ou la rente ?

Mais s'il n'a ni reçu ni réclamé de salaire cela n'implique pas qu'il n'en avait pas stipulé. Il pourrait en avoir abandonné le montant à son patron à titre de libéralité ; par exemple, s'il est uni avec le chef d'entreprise par un lien de parenté très étroit. Il faut alors examiner dans chaque espèce particulière si la victime occupait bien l'emploi d'un autre ouvrier et ne travaillait pas uniquement par distraction ou par complaisance.

★
* *

Lorsque la victime de l'accident réclamera à son profit l'application de la loi elle devra, en cas de contestation, rapporter la *preuve* qu'un contrat de travail la liait au chef d'entreprise, ce qui revient à dire qu'il lui faudra établir « qu'elle accomplissait en qualité d'ouvrier ou d'employé « son ouvrage sous la direction et le contrôle du chef d'entreprise » (Loubat).

Les auteurs (Sachet, *op. cit.*, n° 162; Loubat, *op. cit.*, n° 1656 sq.) estiment que cette preuve devra être administrée suivant les règles du droit commun. Ainsi la preuve testimoniale ou par présomption serait admise si l'intérêt du litige ne dépassait pas 150 francs. Un écrit serait nécessaire au-dessus de ce chiffre. Cependant la preuve par témoins serait toujours recevable si le chef d'entreprise était un commerçant, ce qui arrive la plupart du temps. Cependant, il y a des industriels (concessionnaires de mines) auxquels la jurisprudence refuse la qualité de commerçants. L'ouvrier devrait alors faire la preuve du contrat conformément aux dispositions de l'art. 1341 du Code civil.

En ce qui concerne les apprentis ces mêmes auteurs subordonnent l'application de la loi à l'existence d'un contrat d'apprentissage établi conformément à la loi du 22 février 1851. (art. 2, du livre 1^{er}, Code du Travail). Si le patron est

un commerçant la victime pourra user de la preuve testimoniale ; s'il n'est pas commerçant elle sera tenue de recourir à la preuve littérale.

A cette doctrine on peut opposer un arrêt rendu par la Cour de Grenoble le 23 avril 1901 (*Gaz. Trib.*, 1902, 1., sem, 1, 80) qui, se fondant sur le caractère d'ordre public de la loi de 1898 estime que la victime ne doit être soumise qu'aux obligations et aux déchéances édictées par la nouvelle législation et que, par suite, les règles de preuve contenues dans les art. 1341 et suivants du Code civil ne lui sont pas applicables. Spécialement, l'apprenti mineur serait autorisé à faire la preuve du contrat d'apprentissage par témoins ou par simples présomptions. Raisonnant par analogie cette solution devrait également s'appliquer à l'ouvrier.

Nous devons signaler enfin un arrêt de la Cour de Paris du 27 déc. 1904 (*R.A.T.*, 1904, 355), moins audacieux que le précédent, et se justifiant par de très sérieuses considérations d'ordre pratique, qui a décidé que la loi de 1851 en réglementant le contrat d'apprentissage et ses modes de preuve n'avait pas subordonné à l'existence de ce contrat le caractère d'apprenti et qu'au point de vue de l'application de la loi sur les accidents du travail ce qui est à prouver n'est pas l'existence d'un contrat d'apprentissage dans les conditions de la loi de 1851, mais la qualité d'apprenti chez la victime de l'accident.

CHAPITRE III

CONSÉQUENCES DU PRINCIPE POSÉ

Inapplicabilité de la loi tant que le contrat n'est pas formé ou dès qu'il a pris fin. — Travail à l'essai. — Suspension du contrat. — Modification apportée au contrat de travail primitif.

Application de la loi en cas d'accident survenu aux colonies ou à l'étranger.

Responsabilité du patron qui a conclu le contrat s'il a mis l'ouvrier à la disposition d'un tiers.

Application de la loi quelle que soit la forme ou le caractère du contrat.

— Quelle que soit la personne employée. — Des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — Militaires détachés dans des entreprises privées. — Militaires en sursis d'appel.

Application de la loi quel que soit le mode d'embauchage. — Aide bénévole prêtée aux ouvriers par un tiers. — Influence du mode de rémunération ou des liens de parenté sur le contrat de travail.

Nous avons, dans les pages précédentes, essayé de dégager la notion de contrat de travail et d'en démontrer la nécessité pour l'application du système du risque professionnel.

De cette règle découle donc, en première lieu, la double conséquence que l'accident survenu à un ouvrier ou employé avant que le contrat de travail ait été formé ou dès qu'il a pris fin, n'est pas à la charge du chef d'entreprise.

La Cour de cassation a été appelée à statuer dans ces cas particuliers.

C'est ainsi que par son arrêt du 15 janv. 1913 (R.A.T., 1913, 429) elle a décidé qu'un ouvrier embauché par le patron, mais pour le lendemain seulement et blessé en causant avec d'autres ouvriers, au lieu de quitter le chantier, n'était pas en droit de se prévaloir de la loi de 1898, motif pris de ce que le contrat de travail ne devant entrer en vigueur que le lendemain il n'était au moment de l'accident ni sous la direction, ni sous la surveillance du patron (1).

Dans l'hypothèse inverse, s'il y a eu rupture du contrat le droit commun peut seul servir de base à une action en indemnité. Mais faut-il encore, dans ce cas, que les deux parties aient exécuté leurs engagements réciproques.

C'est ainsi que sans contredire sa jurisprudence la Cour de Cassation a pu décider très justement que l'ouvrier blessé dans l'usine au cours de démarches faites pour recevoir son salaire était protégé (Cass., 15 nov. 1911. *Rec. Gaz. Trib.*, 1912, 1. sem., 1, 141), car si le louage de services avait reçu

(1) Même solution pour l'élève-conducteur d'une Compagnie d'automobiles de place, travaillant pour l'obtention de son brevet de chauffeur. Aucun engagement n'était encore intervenu au moment de son accident entre lui et la Compagnie (Trib. Seine, 18 janv. 1916, S. 1917, sem., 2, 27).

Id., pour l'ouvrier qui après avoir exécuté certains travaux à la tâche dans une carrière et après avoir été payé a repris ses travaux à l'insu du patron sans qu'un nouveau contrat ait été conclu (Req., 27 juillet, 1903, R.A.T., 1903, 214).

Contra l'arrêt, Cass., 15 nov. 1911, voir Nancy, 9 août 1909, R.A.T., 1909, 402.

une exécution complète de la part de l'ouvrier, le patron, de son côté, n'était pas dégagé de toute obligation vis-à-vis de la victime puisqu'il lui restait encore à la payer. L'ouvrier en demandant le règlement de son compte agissait donc en vertu du contrat lui-même et devait être considéré comme ayant été blessé à l'occasion de son travail.

Nous devons également tirer une autre déduction de ce principe : c'est que l'individu *travaillant à l'essai* ne saurait réclamer le bénéfice de la loi de 1898. Tant qu'il n'a pas été définitivement agréé par le chef d'entreprise il n'a pu acquérir la qualité d'ouvrier, d'employé car aucun contrat de travail, qui engendre des obligations bilatérales n'a pu encore se former entre eux.

C'est ainsi qu'a jugé la Cour de Paris dans deux arrêts des 16 juin 1908 (R.A.T., 1908, 64) et 19 janvier 1909, (R.A.T., 1908, 355).

Dans la première espèce il s'agissait d'un sieur Morbu, qui avait été pris un jour à l'essai comme relayer par la Compagnie Générale des Omnibus. C'est seulement le lendemain qu'il eut été admis comme relayer *avec salaire* s'il s'était convenablement acquitté de son emploi. Or, Morbu fût blessé pendant le temps d'épreuve.

Le Tribunal de la Seine avait déclaré qu'il y avait bien accident du travail, la victime travaillant pour le compte et sous la direction de la Compagnie et dans son intérêt, sans qu'il importe qu'elle ne fût pas encore payée puisqu'elle accomplissait un emploi.

La Cour infirma ce jugement en spécifiant que Morbu ne remplissait pas l'emploi de relayeur, mais était appelé seulement à montrer qu'il était capable de l'occuper ; que cette condition ne s'étant pas réalisée aucun contrat de travail n'avait pu se former.

Dans la seconde espèce soumise à la Cour, il s'agissait d'un tourneur qui ne devait être embauché comme ouvrier qu'après un essai favorable de un ou deux jours, blessé également au cours de cet examen. La victime prétendait qu'en admettant qu'elle n'ait pas été définitivement agréée elle travaillait sous la surveillance de son patron, que cette circonstance seule, était de nature à entraîner l'application de la loi qui avait substitué à la responsabilité contractuelle du patron sa responsabilité légale.

Les juges estimèrent avec raison que la loi de 1898 en parlant « d'ouvriers, d'employés » présupposait l'existence d'un engagement préalable d'où naissait l'obligation contractuelle.

Or, dans l'affaire qui lui était déférée l'engagement ne pouvait être rendu parfait que si l'ouvrier satisfaisait aux conditions imposées.

Nous avons vu plus haut que l'ouvrier ne saurait être protégé, en cas d'accident s'il n'avait pas encore été embauché par le chef d'entreprise. Il en est de même lorsque le contrat de travail est momentanément suspendu.

Ainsi jugé qu'une société ayant organisé des leçons de conduite de voiture automobile pour assurer l'exploitation

de son entreprise de transports ne saurait être rendue responsable des accidents survenus à ses cochers pendant une de ces leçons. Ces dernières étaient absolument étrangères à l'exécution du contrat de travail alors en cours, mais momentanément suspendu et avaient seulement pour objet de permettre au cocher d'entrer ultérieurement comme chauffeur à la Compagnie. Les parties, jusqu'à ce moment, et à cet égard n'avaient contracté vis-à-vis l'une de l'autre le moindre engagement exprès ou tacite (Cour Paris, 31 déc., 1912, R.A.T., 1912, 453).

Cette solution n'est peut-être pas à l'abri de toute critique. Peut-on dire, en effet, que le contrat de travail était interrompu alors qu'en prenant ces leçons chez un professeur choisi par le chef d'entreprise, le cocher ne faisait qu'exécuter un ordre de son patron sous la dépendance duquel il demeurait ?

Qu'arriverait-il, maintenant, si le contrat de travail primitif était momentanément modifié ?

Voici, par exemple, l'ouvrier d'un marchand de bois blessé au cours d'un travail accidentel d'abatage d'arbres dans une coupe forestière de moins de trois hectares.

Le contrat de travail étant un contrat de droit naturel se forme « quant à la cause, l'objet ou les conditions *solo* « *consensu* et peut-être modifié de même ». Un travail exceptionnel ou occasionnel peut donc en changer la nature.

Il résultera de ce principe que notre ouvrier ne sera pas admis à se prévaloir des lois sur le risque professionnel

puisque'il aura été blessé à l'occasion d'un travail non assujéti et absolument étranger à l'objet du contrat primitif.

C'est en vertu de cette règle que la Cour de Cass., 12 juillet 1905 (*Gaz. Pal.*, 1905, 2, sem., 260) Req., 25 janv. 1911 (*Gaz. Pal.*, 1911, 1, sem., 243) a jugé que lorsqu'un patron exerce deux professions dont une seule est assujéti aux lois sur les accidents du travail et emploie des ouvriers tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre, l'ouvrier victime d'un accident peut invoquer les dispositions des lois précitées quand la distinction entre les deux professions ressort du travail même auquel celui-ci était employé au moment de l'accident et qu'il rapporte la preuve que c'est dans l'exécution de ce travail qu'il a été blessé.

∴

Une autre conséquence de ce principe que la responsabilité forfaitaire imposée par la loi de 1898 aux chefs d'entreprise a son fondement dans le contrat de travail intervenu entre les parties, c'est que, partout où s'exécute ce contrat, la loi de 1898 doit recevoir son application, même lorsque l'accident est survenu aux colonies ou sur territoire étranger, à la condition toutefois que l'ouvrier ait été embauché en France par le chef d'une entreprise assujéti ayant également son siège social en France. Le juge de paix compétent sera celui du canton où est situé l'établissement ou le

dépôt auquel est attachée la victime (Cass., 8 mai 1907, *Gaz. Trib.*, 1908, 1, sem, 1, 14 et 10 mars 1913, R. A. T., 1913, 66.) En ce sens également voir Loubat, Cabouat, Sachet (1).

..

Nouvelle conséquence remarquable du principe que nous avons posé c'est que le chef de l'entreprise qui a loué les services de l'ouvrier conserve la charge de l'indemnité lors même que l'accident est survenu au cours de travaux exécutés pour le compte d'un tiers à la disposition duquel l'ouvrier a été mis; le tiers ne saurait être, en effet, un patron au sens de la loi, par rapport à l'ouvrier avec lequel il n'a pas contracté, même s'il avait pris la direction du travail dans l'exécution duquel l'accident s'est produit et payé le salaire à l'ouvrier.

Dans le contrat de travail le patron promet à la fois à l'ouvrier de lui payer son salaire et de garantir sa sécurité. Par suite d'un traité avec un tiers il peut se décharger de la

(1) Le Trib. civil de Lyon (26 déc. 1907) a même été dans l'application de ce principe beaucoup plus loin que la Cour de cassation et en a tiré des déductions assez contestables au point de vue juridique en décidant que la loi devrait jouer sans qu'il y ait à envisager ni le lieu de l'accident (nous l'avons reconnu) ni même le lieu où le contrat de travail a été passé « ces circonstances pouvant être « purement accidentelles et sans influence sur les droits des parties » et « le contrat de louage se rapportant à une industrie ou « une entreprise soumise à la loi française devant être exécuté partout de la même manière. »

première obligation, mais il reste tenu lui-même de l'obligation de sécurité tant que le contrat n'est pas rompu.

La jurisprudence, après quelques hésitations est maintenant fixée en ce sens (1).

Quant à la doctrine représentée ici par MM. Loubat, Cabouat et Sachet, elle est d'un avis opposé et estime que l'ouvrier mis par son patron, qui continuerait à le payer, à la disposition d'un de ses confrères, n'aurait d'action que contre ce dernier en cas d'accident, si du moins il était placé sous la surveillance unique du second patron.

« L'ouvrier doit être considéré comme dépendant au point
« de vue de l'application de la loi moins du chef d'entreprise
« qui lui paie son salaire que de celui qui le dirige dans son
« travail et doit pourvoir à sa sécurité (Cabouat).

Il semble que cette opinion pourrait se concilier avec la solution donnée par la jurisprudence. On peut dire, en effet, que ce pouvoir de direction et de surveillance du premier patron subsiste indirectement durant le cours du travail, par la délégation qu'il en a donnée à l'autre patron au même titre que le paiement du salaire.

*
* *

Il résulte des développements antérieurs que ce contrat

(1) Cass., 14 mars 1904 (R. A. T., 1903, 438. et 8 janv. 1908 toutes chambres réunies (D., 1908, 1, 185) et 3 juillet 1912, Dijon, 21 fév. 1916 (*Rec. Gaz. Trib.*, 1916, 2, 268).

de travail dont nous avons proclamé la nécessité est susceptible de revêtir des formes diverses. Son caractère industriel commercial, agricole, importe peu pourvu qu'il soit exécuté pour le compte d'une entreprise assujettie. Et si nous estimons qu'il peut avoir pour objet un travail relevant de ces artes libérales, seulement susceptibles, d'après l'ancienne jurisprudence de donner naissance à un mandat nous devons en conclure, par exemple, qu'un médecin peut être considéré comme un locateur de services quand il est attaché à une entreprise industrielle dont il est chargé d'examiner et de soigner au siège social les malades ou les blessés (même s'il exerce sa profession vis-à-vis d'autres clients) (En ce sens Loubat, *op. cit.*, p. 158) (1). Il arrive fréquemment, de nos jours, avec le développement de la grande industrie, que certaines usines ont annexé à leur établissement une infirmerie à la tête de laquelle est placé un homme de l'art recevant des mensualités fixes. Bien qu'il n'y ait pas encore de précédent en jurisprudence, à notre connaissance, nous estimons que ce médecin revêtirait la qualité d'employé et serait en droit de se prévaloir de la loi de 1898 s'il lui arrivait un accident quelconque dans l'exercice de ses fonctions. Le lien de dépendance avec le chef d'entreprise est ici excessivement ténu mais il existe et cela suffit.

Il serait aussi indifférent pour l'application de notre loi que la victime fût une personne habituellement étrangère

(1) Egalement en ce sens Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1641 bis; contra SACHET, *op. cit.*, n° 196.

à l'exploitation, pourvu qu'elle travaillât comme un véritable ouvrier. Un reporter de journal, un écrivain, qui seraient chargés de procéder à une enquête dans une usine et qui, à cet effet, se seraient fait embaucher comme des travailleurs ordinaires, dont ils tiendraient l'emploi, pourraient se prévaloir du système du risque professionnel.

De même, l'élève d'une école de mines entré comme stagiaire au service d'une compagnie (Alais, 5 juillet 1901, R. A. T., 1902, 387). Ainsi que le fait remarquer M. Sachet (*op. cit.*, p. 485), il n'est pas nécessaire, en effet, que « l'ouvrier ou l'employé ait pour occupation exclusive son « travail dans l'entreprise ou qu'il se soit embauché pour « gagner sa vie : il suffit qu'il soit un collaborateur effectif « et rémunéré de la production ».

Mais il ne fait aucun doute que des étrangers ne sauraient invoquer le bénéfice de la loi que s'ils avaient été victimes d'un accident dans l'exécution du contrat de travail passé avec le chef d'entreprise.

Si, au contraire, il s'agissait de personnes appelées sur les lieux du travail par leurs fonctions propres (inspecteur du travail, juge de paix procédant à une enquête, médecin mandé du dehors pour soigner un blessé, préposé des contributions indirectes employé dans une sucrerie) il est bien évident que seul le droit commun pourrait servir de base à une action en indemnité. Les personnes en question n'ont, en effet, aucun lien de droit avec le patron, sont absolument indépendantes de lui et ne peuvent conséquemment être assimilées à ses ouvriers et employés. Il en serait

autrement pour les fonctionnaires de l'Etat attachés spécialement à une entreprise assujettie (commissaires de surveillance de chemin de fer, par exemple, qui sont en somme des employés à l'industrie des transports), pour les médecins appointés des compagnies.

Avant la loi du 13 décembre 1912 la question se posait de savoir s'il fallait ranger dans la catégorie des tiers étrangers à l'exploitation les *délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*.

Ce sont des ouvriers élus par leurs camarades et parmi ceux travaillant au fond depuis cinq ans qui sont chargés de visiter les puits, particulièrement les points périlleux, et de prescrire les travaux et les réparations de nature à éviter les accidents. Leurs fonctions les exposent donc à des dangers certains.

Mais il restait à savoir si en cas d'accident au cours de leur inspection ils pouvaient se prévaloir de leur qualité d'ouvriers vis-à-vis du concessionnaire. La négative n'était pas contestable, car dans l'exercice de leurs fonctions spéciales les relations contractuelles d'autorité et d'indépendance faisaient défaut : ils n'avaient ni ordre ni instructions à recevoir du chef d'entreprise qui ne les avait pas choisis puisqu'ils tenaient leur pouvoir de leurs pairs. Le contrat de travail qui les liait habituellement au concessionnaire était donc suspendu autant que durait leur mission, mais dès qu'elle avait pris fin ils étaient, en tant qu'ouvriers, protégés par la loi.

Leur situation a été, enfin, réglée par la loi du 13 décembre 1912 qui étend la législation sur le risque professionnel « aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs » pour les accidents survenus par le fait ou à l'occasion de « leur service ».

Quant aux *militaires détachés* dans des entreprises privées ou des compagnies de chemins de fer pour y recevoir une instruction professionnelle ils doivent être également considérés comme des tiers étrangers à l'exploitation. Aucun contrat de travail ne les lie, en effet, au chef d'entreprise auquel on les a imposés et dont ils ne dépendent pas.

Trib., Vendôme 10 fév. 1900, D., (1901, 2, 85 ; Amiens, 2 janv. 1918, *Gaz, Trib.*, du 30 janv. 1919) (1).

Ces accidents sont réputés survenus en service commandé et la responsabilité incombe à l'Etat en vertu de la loi de 1831 sur les pensions et allocations militaires.

Cette solution ne s'appliquerait, toutefois, que lorsque

(1) Il s'agissait dans cette espèce d'un soldat faisant partie d'une équipe agricole. La Cour a décidé que ces équipes constituaient de véritables détachements militaires ; que les hommes qui en faisaient partie restaient placés sous l'autorité et la surveillance des gradés dont ils dépendaient exclusivement, qu'ils travaillaient en vertu d'ordres donnés par leurs chefs et que l'agriculteur auquel ils prêtaient leur concours n'avait sur eux aucun droit. Cependant la loi du 30 juin 1899 ne fait aucune distinction et s'applique à toutes les personnes quelles qu'elles soient liées ou non avec le chef d'entreprise par un contrat de travail mais occupées à la conduite ou au service du moteur (v. *infra*, p. 122 sq.).

les hommes seraient affectés dans les établissements en qualité de militaires et recevraient la solde de leur grade, tout en restant soumis à leurs chefs hiérarchiques. Il en serait autrement pour les hommes mis en *sursis d'appel* et qui peuvent valablement conclure un contrat de travail avec un chef d'entreprise puisque le sursis d'appel est la suspension de la mobilisation (voir loi 17 août 1915, dite loi Dalbiez).

Dans ce cas le chef d'entreprise reste libre d'embaucher ou de ne pas embaucher l'ouvrier qu'il paye, qui est soumis au règlement d'atelier et sur lequel il a pouvoir de direction, « Si l'autorité militaire s'est réservée le droit de statuer sur les difficultés survenues entre ouvriers et patron, si certaines règles relatives à la fixation des salaires sont imposées par le cahier des charges à ce dernier, ces modalités ne sauraient faire échec à l'existence d'un contrat de travail passé de leur plein gré entre les parties avec l'approbation de l'autorité militaire » (Cour Paris, 30 av. 1917 (*Gaz. Trib.*, 1918, 2, 309). Trib. Seine, 8 fev. 1916 sem., 2, 20).

Pour que l'ouvrier soit en droit d'invoquer à son profit la législation sur le risque professionnel il n'est pas nécessaire qu'il ait passé directement le contrat de travail avec l'entrepreneur. Un préposé du patron peut, en effet, servir d'intermédiaire et obliger valablement ce dernier. Mais il est indispensable que ce préposé ait reçu de son patron l'autorisation expresse ou tacite d'embaucher des ouvriers.

Les Tribunaux sont souvent appelés à appliquer ces règles dans les circonstances de fait suivantes : certains ouvriers charretiers, camionneurs ou livreurs ont l'habitude, lorsqu'ils sont dans l'embarras de faire appel à des tiers auxquels ils promettent une rémunération.

Si donc ces tiers sont victimes d'un accident au cours de ce travail ils n'ont d'action contre l'entrepreneur qu'autant que le préposé, en embauchant son aide agissait dans l'intérêt, au nom et avec l'assentiment exprès ou tacite de la maison qui l'employait lui-même (si les règlements de la maison l'y autorisent, par exemple, ou s'il est d'usage de payer les aides engagés par les charretiers au moyen d'une retenue opérée sur les salaires de ces derniers) (1).

Mais lorsque ces aides prêtent *bénévolement* leur concours momentané à un entrepreneur ou à son préposé, sans qu'un salaire ait été convenu ou stipulé en échange du service rendu, dans aucun cas ils ne sauraient réclamer l'application de la loi : un contrat de travail n'a pu se former entre eux puisque la stipulation d'un salaire est de l'essence de ce contrat (2).

Cependant, lorsqu'une rémunération a été convenue entre les deux parties il importe peu qu'elle affecte des modalités diverses : que l'ouvrier soit payé directement par

(1) En ce sens, Paris, 31 oct. 1911 (R. A. T., 1911, 347) 21 mai 1912 R. A. T., 1912, 347) et 11 nov. 1913, R. A. T., 1913, 308).

(2) Trib. Rouen, 24 nov. 1910, (R. A. T., 1911, 88). Pau, 12 déc. 1910 (S., 1911, 2, 47). Cass., 20 av. 1915 (S., 1915, som. 31).

le chef d'entreprise ou l'un de ses mandataires (au temps, aux pièces, à forfait, etc.) ou que le client lui-même ait reçu mandat de fournir à l'ouvrier son salaire sous forme de pourboires.

L'existence de certains liens de parenté entre patron et ouvrier fait-elle obstacle à la conclusion d'un contrat de travail et conséquemment à l'application de la loi ?

Non, en principe, car rien ne s'oppose à ce qu'un individu soit l'ouvrier de son frère ou de son père ou de quelqu'autre parent à un degré très rapproché. Il suffit de savoir si les conditions ordinaires de ce contrat ont bien été observées. Notamment un salaire a-t-il été stipulé ?

Cette stipulation peut avoir été sous-entendue ; l'ouvrier, ainsi que nous l'avons déjà dit, pouvant fort bien en abandonner le montant à son parent à titre de libéralité. Ce qu'il faut considérer avant tout, indique M. Sachet, c'est la régularité, l'importance et l'utilité du travail. Avec ce critérium on peut distinguer le véritable ouvrier de l'individu qui ne travaille qu'en amateur, par distraction.

Pendant, il est admis qu'entre époux un contrat de travail est impossible, car l'état de subordination que suppose ce contrat est inconciliable « avec la conception « morale et juridique de l'union conjugale qui implique « une communauté d'existence et une indivisibilité d'intérêts dans des conditions de parfaite égalité » (Sachet, *op. cit.*, p. 195).

MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (*op. cit.*, n° 1664 bis) se placent à un autre point de vue, celui de l'autorité mari-

taille qui empêche que le mari soit l'employé de sa femme mais permet à la femme d'être valablement au service de son mari.

Cette solution ne nous semble pas irréprochable : il ne peut guère y avoir entre femme et mari des relations de patron à ouvrier, à moins d'avoir une conception trop rigoureuse de l'autorité maritale, et l'aide que la femme peut donner à son mari pour l'exercice de son commerce doit être considérée comme émanant d'une co-intéressée et non d'une subordonnée.

CHAPITRE IV

DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DANS LES PRISONS, LES
ÉTABLISSEMENTS D'ASSISTANCE ET LES ENTREPRISES DES
PERSONNES MORALES ADMINISTRATIVES

L'absence de contrat de travail, nous le savons, est exclusive de l'application de notre loi : c'est pourquoi les individus occupés dans les établissements pénitentiaires ou d'assistance, ne pouvant remplir la condition essentielle qui leur permettrait de se réclamer du système du risque professionnel restent en dehors de la protection légale.

*
* *

Le contrat de travail, nous le rappelons, exige comme éléments indispensables la présence d'un chef d'entreprise, d'une part, d'un ouvrier ou employé, d'autre part, et la stipulation d'un salaire.

Or, le détenu victime d'un accident au cours d'un travail

effectué dans la prison ne saurait établir l'existence d'aucun de ces éléments.

D'abord pas de chef d'entreprise. L'entrepreneur de travail dans la prison ne peut être, en effet, considéré comme un patron vis-à-vis de l'ouvrier qu'il emploie. Ce n'est, en général, comme le dit M. Serre (*Les Acc. du trav.*, 3^e éd., n° 62 et sq.) « qu'un confectionnaire à qui l'administration « assure la disposition du local et l'effectif pénitentiaire ». Il n'a ni autorité, ni droit de surveillance sur le détenu qui reste sous la dépendance des gardiens.

Pas d'ouvrier ou employé. Cette qualité ne saurait être revendiquée par le détenu auquel le travail est *imposé* dans un but moralisateur et qui reste étranger au traité passé entre l'entrepreneur et l'Etat. Le contrat de travail présuppose l'accord de volontés, or nous ne trouvons ici qu'un acte de volonté unilatérale. Il y a obligation au travail et non contrat de travail.

Pas de salaire. Le pécule ne remplit pas cet office. Pour qu'il y ait salaire il faudrait qu'il soit débattu librement entre l'employeur et le salarié; ce n'est pas le cas : le détenu, en principe, n'a droit à aucune rémunération puisque le travail est un accessoire de la peine, mais l'Etat l'accorde bénévolement et sous certaines conditions à titre d'encouragement.

Cette situation des travailleurs dans les établissements pénitentiaires est certainement regrettable, et même contraire à l'équité. Ils sont souvent, en effet, occupés dans de véritables manufactures ayant des moteurs mécaniques et

le travail qu'ils exécutent l'est, la plupart du temps, pour le compte d'un industriel ou commerçant. Ils sont, en somme, dans une situation identique à celle des ouvriers libres et exposés aux mêmes risques. Et la nécessité d'une protection se fait pour eux d'autant plus sentir que les conséquences de leurs accidents augmenteront la difficulté de leur reclassement.

Néanmoins, dans l'état actuel de la législation ils n'ont droit à aucune indemnité en cas d'accident, les travaux seraient-ils exécutés en régie. On pourrait facilement dans cette hypothèse assimiler l'Etat à un chef d'entreprise et par un argument d'analogie être tenté d'appliquer aux détenus la solution admise pour les établissements d'assistance par le travail (voir *infra*, p. 77 sq.) qui sont soumis à la loi chaque fois que le travail qui y est exécuté à un véritable caractère industriel ; mais dans le cas qui nous intéresse cette solution ne saurait prévaloir puisque, de toutes façons, un contrat de travail qui doit être l'expression de deux volontés libres n'a pu se former et que, d'autre part, on ne trouve pas dans la rémunération allouée au travailleur les éléments d'un salaire.

∴

Il est une catégorie de travailleurs particulièrement intéressants — ceux qui sont occupés dans les asiles, hospices, orphelinats, établissements d'assistance par le travail — dont la situation est assez mal définie.

Cependant, à l'étude des principes directeurs de la loi et de la jurisprudence, il est permis de dégager quelques règles essentielles qui peuvent servir de critérium dans chaque espèce.

A cet effet il ne faut tout d'abord pas perdre de vue les points suivants :

1° Les établissements d'assistance par le travail, œuvres de bienfaisance, sont soumises à la loi de 1898 toutes les fois qu'un chef d'entreprise faisant exécuter les mêmes travaux y serait lui-même assujéti. C'est absolument, nous le verrons plus loin, la même règle qu'on doit appliquer aux personnes morales administratives.

2° La loi de 1898 n'exige pas pour son application que l'entreprise soit exercée dans un but de lucre, le caractère industriel du travail est indépendant du but dans lequel il est organisé. C'est ainsi que l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics sont, à raison des travaux exécutés en régie soumis aux prescriptions de la loi sur les accidents du travail sans qu'on ait à se préoccuper s'ils poursuivent la réalisation d'un bénéfice, à la condition, toutefois, par ailleurs, que les victimes d'accident possèdent la qualité d'ouvriers et d'employés et rapportent la preuve d'un contrat de travail.

Ceci posé, il reste à examiner dans chaque espèce si on se trouve en présence d'une véritable entreprise industrielle, pareille à une exploitation privée, malgré le but qui l'inspire.

On en reconnaît les caractères aux procédés de fabrication,

à l'importance de la production et de la clientèle, au nombre des travailleurs, à la direction et à la surveillance auxquels ces derniers sont soumis.

L'atelier de charité fonctionne-t-il normalement, les indigents qui y sont recueillis travaillent-ils moyennant une rétribution n'ayant pas exclusivement le caractère d'une aumône et dans des conditions semblables à celles qu'ils auraient obtenues chez un entrepreneur ordinaire ; l'établissement retire-t-il certains profits du fonctionnement de l'entreprise, encore qu'il soit contraint de faire appel à la charité publique ?

Alors, sans aucun doute, les victimes d'accidents pourront se prévaloir du principe du risque professionnel car, malgré son but philanthropique un véritable contrat de travail est intervenu entre la victime et son employeur et l'indigent a, sans aucune contestation possible, le caractère d'un ouvrier puisqu'il reçoit un salaire, qu'il est placé sous la surveillance et la direction d'un chef d'entreprise et qu'il court des risques. Il est bien certain qu'un industriel, qui, sans un but de charité, aurait consenti à embaucher ces ouvriers indigents pour l'exécution des mêmes travaux serait responsable en vertu de la loi de 1898 des accidents qui leur surviendraient. C'était justice que les établissements de bienfaisance soient également assujettis aux mêmes règles puisque ce n'est pas le but, mais le travail qui crée le risque (1).

(1) Dans ce sens, Loubat (*op. cit.*, p. 150) ; Sachet, *op. cit.*, p. 111) ; Paris, 29 mai 1902 (R. A. T., 1902, 102) ; Cass., 3 août 1909 (S.,

Il en serait autrement s'il s'agissait d'un contrat de *pure bienfaisance* ayant un but exclusif d'assistance, même si l'on s'y servait d'un outillage mécanique.

L'atelier de charité, n'a, contrairement au cas précédent aucune préoccupation du profit qu'il pourrait retirer du travail des indigents et il ne pourrait être question ici d'un contrat de travail. L'indigent n'est pas un ouvrier, à proprement parler, puisque le travail qu'il exécute dans un but moralisateur et sous une surveillance assez relâchée n'est plutôt qu'une condition accessoire et un prétexte, et la rétribution insignifiante qui lui est allouée n'est pas un salaire, mais un don.

Comment, d'ailleurs, à défaut de salaire, calculerait-on la rente due à l'ouvrier sans violer la loi ?

Dans ce cas, l'atelier de charité échapperait aux prescriptions de la loi de 1898.

En s'appuyant sur les mêmes principes il est bien évident que l'école professionnelle ou l'établissement charitable ayant pour but de donner une instruction ou d'apprendre un métier à certaines catégories d'individus et dans lesquels la direction des travaux serait exclusivement réglée sur les nécessités de l'enseignement ne peuvent être assujettis à la loi de 1898.

On ne saurait y rencontrer, en effet, ni une entreprise

1912, 1, 37); Cass., 20 mars 1912 (S., 1912, 1, 393); *contra* Poitiers, 16 juin 1902 (R. A. T., 1902, 382).

industrielle, ni des ouvriers liés à un employeur par un contrat de travail puisqu'il s'agit seulement d'un contrat de garde, de surveillance ou d'instruction professionnelle et qu'aucun salaire n'a été stipulé (1).

C'est pour ces mêmes raisons, notamment l'absence d'une entreprise industrielle qu'une Université employant des ouvriers dans ses laboratoires, serait-ce même à la manipulation d'explosifs, n'encourrait, en cas d'accident d'un de ses salariés, d'autre responsabilité que celle du droit commun.

*
* *

Il nous reste maintenant à rechercher si les personnes occupées dans les entreprises de l'Etat, des départements, des communes ou des établissements publics peuvent se prévaloir à raison des accidents survenus dans leur travail des dispositions de la loi de 1898.

Il résulte des travaux préparatoires de cette loi que le législateur a entendu assimiler les entreprises publiques aux entreprises privées. Cela a été dit expressément au cours des débats et n'est point contesté. D'ailleurs, le texte de la loi de 1898 lui-même confirme cette interprétation puisque

(1) En ce sens, Trib. Boulogne-sur-Mer, 26 juin 1914, *Gaz. Trib.*, 2^e sem., 1914, 2, 47. — Trib. Tours, 28 nov. 1916 (*Gaz. Trib.*, Som. 1917, 2, 27.

L'art. 13 classe les entreprises de l'Etat parmi celles où en cas d'accident, le juge de paix ne peut se faire assister d'un expert, et l'art. 32 maintient sous le régime antérieur certains travailleurs dépendant des ministères de la guerre et de la marine.

Les personnes morales administratives sont donc responsables des accidents survenus à leurs ouvriers ou employés dans tous les cas où l'eussent été des chefs d'entreprise si les travaux leur avaient été confiés. (Cass., 20 mars 1912, S., 1912, 1, 399 et 4 déc 1912. *Gaz. Trib.*, 1913, 1, sem. 1, 6, Doctrine conforme, voir Sachet, *op. cit.*, 247, Loubat, *op. cit.*, 127).

Et il importe peu que l'entreprise soit exercée dans l'intérêt public, sans aucun mobile de lucre puisque « l'assu-
« jettissement à la loi du 9 avril 1898 ne dérive pas du gain
« recherché par le chef d'entreprise, mais uniquement de la
« nature de l'industrie (Cass., 20 mars 1912, précité).

Par conséquent, il n'y a pas lieu d'exclure du domaine de la loi, comme une certaine jurisprudence le faisait (1) les entreprises ayant un but d'utilité générale sans aucune idée de spéculation, telles que la réparation des routes, le balayage et le nettoyage des rues, l'enlèvement des glaces, etc..., puisque si ces travaux avaient été confiés à l'entreprise privée celle-ci eût été responsable, soit que l'on considérât la nature du travail entrepris ou que l'on cons-

(1) Nantes, 8 mars 1911 (*Gaz. Pal.*, 1911, 2, 256); Grenoble, 9 nov. 1906 (S., 1907, 2, 169); Paris, 31 déc. 1912.

tatât les bénéfices qu'elle pensait retirer de leur exécution.

Dans ces conditions seraient donc assujetties aux lois sur les accidents du travail les entreprises suivantes des personnes morales administratives (énumération de M. Loubat, *op. cit.*, n° 355) :

Les chemins de fer de l'Etat, les poudreries de l'artillerie de Ruelle et de Bourges, les ateliers de construction de l'artillerie, les manufactures d'armes (pour les ouvriers non immatriculés), les ateliers de la flotte, les manufactures de tabac et fabriques d'allumettes, les travaux exécutés par le service des Ponts-et-chaussées (routes, ponts, canaux, etc.) et pour les départements et les communes : les entreprises organisées pour la construction et l'entretien des ponts, chemins et ouvrages départementaux ou communaux, la construction ou la démolition des édifices, le balayage municipal, et enfin pour les établissements publics : les entreprises d'assistance par le travail, toutes les fois qu'elles seraient organisées industriellement (voir *supra*, p. 76 sq.).

Ceci posé, nous devons examiner si la loi de 1898 s'applique indistinctement à toutes les personnes occupées dans ces entreprises : ouvriers du cadre auxiliaire et fonctionnaires publics « commissionnés ».

Certains auteurs (Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1818. — Loubat, *op. cit.*, n° 147. — Cabouat, *op. cit.*,

n° 288) et une partie de la jurisprudence (notamment Toulouse, 15 juin 1915, *Rec. Gaz. Trib.*, 1915, 2, 181) ne faisaient aucune différence se fondant sur ce qu'au cours des travaux préparatoires la commission du Sénat avait retranché une disposition de la Chambre des députés qui laissait en dehors de la loi les fonctionnaires, agents ou employés soumis au régime de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles.

Cette induction peut sembler arbitraire, car si cet article a disparu du texte définitif c'est qu'il a été supprimé comme inutile, l'exclusion des fonctionnaires résultant suffisamment de la loi de 1853.

D'ailleurs, les débats sur ce point particulier furent assez confus et contradictoires et l'on ne saurait faire état ni dans un sens ni dans l'autre des opinions personnelles des rapporteurs qui ne peuvent avoir la valeur d'un texte législatif.

Il faut donc, pour résoudre cette question, s'en référer aux principes généraux et, grâce au critérium que nous connaissons se demander s'il existe entre les parties un contrat de travail, sans lequel la législation du risque professionnel n'est pas susceptible d'application.

Si l'on nous permet cette image nous dirons, en effet, que le contrat de travail est comme la pierre de touche, qui, dans chaque cas douteux nous indique si nous nous trouvons ou non en présence d'un justiciable du risque professionnel. Nous avons fait cette expérience dans toutes les espèces que nous avons précédemment examinées.

Pour certains, la situation particulière des fonctionnaires touchant leur nomination, leur révocation, qui sont des actes administratifs, leur mode de recrutement, leur statut n'aurait rien d'incompatible avec les éléments essentiels du contrat de travail (Baudry-Lacantinerie et Wahl : *op. cit.*, n° 1664). La loi de 1898 devrait donc s'appliquer, mais leur pension de retraite ne pourrait se cumuler avec l'indemnité due en vertu du risque professionnel.

L'opinion générale est contraire, tendant à considérer la nomination d'un fonctionnaire, comme un acte de la puissance publique dont l'autorité judiciaire ne peut connaître : par conséquent, en admettant que les rapports existant entre l'Etat et les fonctionnaires aient un certain caractère contractuel il s'agit là d'un contrat *sui generis* absolument distinct de celui qui lie l'employé ou l'ouvrier à un chef d'entreprise. Leur sort est réglé par la loi de 1853 (En ce sens. Hauriou, *Droit administratif*, p. 556-57. — Laferrière, t. I^{er}, p. 619.).

Toutefois, il n'y aurait aucun obstacle à ce que la loi s'appliquât aux individus dont la situation n'est pas réglementaire et qui sont de simples salariés qu'on peut facilement comprendre dans l'art. 1^{er} de la loi de 1898. Ils sont embauchés et débauchés dans les mêmes conditions que les travailleurs de l'industrie privée dont ils ont, par ailleurs, tous les caractères.

Le lien qui les attache à la personne publique administrative est donc bien un contrat de travail et la législation sur le risque professionnel doit leur être applicable.

Cette solution est celle proposée par M. Sachet (*op. cit.*, n° 192 *bis*) qui s'exprime ainsi :

« ... Sont exclus du bénéfice de notre loi tous les fonctionnaires publics... tel serait le cas d'un ingénieur des ponts et chaussées, d'un agent voyer, qui dans la direction ou la surveillance de travaux de terrassement seraient victimes d'un accident du travail, car ces fonctionnaires ne sont pas liés envers l'Etat, le département ou la commune par un simple contrat de louage d'ouvrage. Au contraire, le simple casseur de pierres, souvent même le cantonnier n'étant pas des fonctionnaires, mais des salariés, sont garantis par la loi de 1898 ».

Le seraient également les agents et sous-agents du cadre auxiliaire des postes et télégraphes, etc...

Cette opinion a enfin reçu la consécration de la Cour de cassation, qui, dans son arrêt du 4 décembre 1917 (S., 1917, 4, 43) a jugé que :

« ...Sauf les exceptions portées à l'art. 32 de la loi du 9 avril 1898 l'Etat est responsable des accidents survenus à ses ouvriers et employés dans les conditions où le seraient des chefs d'entreprise. Mais ce principe ne saurait recevoir application à l'égard des fonctionnaires publics qui ne sont ni des ouvriers, ni des employés et dont la situation en cas d'accident résultant de l'exercice de leurs fonctions et les mettant hors d'état de continuer leur service est déterminée envers l'Etat par les art. 41 et sq. de la loi du 9 juin 1853. »

Enfin, il nous faut signaler que par la volonté expresse du législateur la loi est inapplicable aux « ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine et aux ouvriers, immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la guerre ».

Ces travailleurs bénéficient, en effet, d'un régime spécial de protection, la loi du 11 avril 1831.

..

Les prestataires ne sont pas des ouvriers dans le sens de la loi.

Aucun contrat de travail ne les relie, en effet, à la commune : le prestataire agit seulement comme un contribuable astreint à un service public.

En ce sens. Cass., 23 juillet 1904 (S., 1908, 1, 1415).

Contra : Conseil d'Etat, 8 mars 1907 (R. A. T., 1907, 409).

CHAPITRE V

DISTINCTION DU CONTRAT DE TRAVAIL D'AVEC LE CONTRAT D'ENTREPRISE

Critérium du contrat d'entreprise. — Tacherons et sous-entrepreneurs. — Artistes dramatiques. — Commis voyageurs.

Il est de la plus haute importance pour l'application du risque professionnel de distinguer le contrat de travail, qui seul peut servir de fondement à la responsabilité forfaitaire du patron d'avec les autres contrats et notamment d'avec le contrat d'entreprise que nous allons maintenant étudier. Ils ont chacun leur individualité propre.

Dans le contrat de travail l'ouvrier s'engage à *travailler* pour le patron, il met à sa disposition sa force de productivité, son activité, soit pour un certain temps, soit sans détermination de durée, et c'est sa personne même qui fait l'objet principal de la convention ; dans le contrat d'entreprise il s'engage seulement à *exécuter* pour le patron un *travail déterminé* moyennant un prix convenu, et c'est seu-

lement sur l'ouvrage à accomplir que porte le contrat ; ici l'ouvrier a droit au salaire convenu quel que soit le résultat du travail et ses rapports avec le patron ont de ce fait un certain caractère de permanence et de continuité, là, le prix est proportionné à la valeur de l'ouvrage quelle que soit la somme de travail qu'il faudra y consacrer et les relations de l'ouvrier avec le maître peuvent être tout à fait accidentelles.

Il est du plus grand intérêt de distinguer réellement les deux contrats non pas seulement pour l'application des lois sur les accidents du travail, mais aussi parce que la solution de bien d'autres problèmes dépend du caractère de la convention qui relie l'ouvrier au maître : ainsi le locateur de services (contrat de travail) n'est pas responsable de la perte, par cas fortuit, de la matière première, le locateur d'ouvrage supporte les risques tant que le travail n'a pas été vérifié et agréé ; la durée de la prescription est différente : six mois ou trente ans ; les entrepreneurs ont un certain privilège sur l'ouvrage que les ouvriers n'ont pas ; enfin les règles de compétence ne sont pas les mêmes.

Mais quel est maintenant le critérium du contrat d'entreprise ?

Est-ce le mode de rémunération ? Non, nous avons vu en étudiant précédemment la notion du contrat de travail qu'on peut rencontrer les éléments de ce contrat quelque soit la forme de salaire adoptée par les parties, au temps,

aux pièces ou à forfait. Et nous avons signalé que la doctrine qui déclarait exclusif de ce contrat le paiement des salaires à la tâche était contraire à la réalité des faits et combattue d'ailleurs par une doctrine non moins imposante et par la presque unanimité de la jurisprudence.

En général c'est à l'indépendance à l'absence d'autorité et de contrôle dans certains cas au pouvoir de direction et de surveillance que la jurisprudence s'attache pour reconnaître le contrat d'entreprise. Parfois aussi c'est au profit qui peut en résulter, mais nous allons voir que dans notre matière le profit est un élément secondaire puisque l'état de dépendance et de subordination d'un individu suffit pour lui enlever la qualité d'entrepreneur malgré le bénéfice qu'il est susceptible de retirer de l'opération, et pour le rendre justiciable de la législation sur le risque professionnel.

• *

Ces règles sont donc indispensables à connaître lorsqu'on examine la situation de certaines personnes avec lesquelles traite le chef d'entreprise pour l'exécution d'un travail déterminé. Ces personnes qu'on appelle généralement suivant les cas : tâcherons ou sous-entrepreneurs, reçoivent un salaire forfaitaire et embauchent elles-mêmes très souvent d'autres ouvriers qu'elles surveillent et qu'elles payent, mais le lien qui les attache au chef d'entreprise

n'est pas forcément de même nature : C'est un contrat de travail ou un simple louage d'industrie qui les autorise ou non à se réclamer du principe du risque professionnel. La distinction est donc d'importance capitale.

Nous l'avons dit : toute la question est de savoir s'il existe un état de subordination entre la victime de l'accident et la personne à laquelle l'indemnité est réclamée, mais il est plus difficile toutefois d'appliquer cette règle « suivant les circonstances de fait souvent confuses et parfois contradictoires, que de les définir ».

Il y aura contrat de travail et partant application de la loi dès que l'ouvrier sera soumis aux ordres et placé sous la surveillance d'un patron, ou de ses préposés même s'il jouit d'une certaine liberté dans l'exécution de son ouvrage et dispose d'une assez grande latitude pour fixer ses heures de travail, surtout s'il s'agit là de modalités particulières à la profession (Lille, 19 mars 1910. — Nîmes, 13 juillet 1910. *Gaz. Pal.*, 1 sem., 1911, 2, 29), il importe peu, en fait, que le patron n'exerce aucune surveillance et ne donne aucun ordre, il suffit que le patron ait l'obligation légale d'exercer cette surveillance et l'ouvrier de s'y soumettre pour que la loi soit applicable (Trib. Dijon, 21 avril 1910, R. A. T., 1911, 203).

Il serait également indifférent que l'ouvrier travaille avec ses propres outils, fournisse même, s'il s'agit d'un charretier, une voiture et deux chevaux lui appartenant (Nancy,

14 nov. 1906. — R. A. T., 1907, p. 59) (1). Ce sont là des prestations accessoires au contrat de travail qui ne sauraient en changer la nature.

De même encore si l'ouvrier avait la faculté d'embaucher des aides payés et surveillés par lui (2) notamment dans le contrat de marchandage, il serait en droit de se prévaloir de la loi de 1898 tant qu'il reste soumis au contrôle et à la direction du chef d'entreprise, encore qu'il soit associé avec ses aides et partage leur bénéfice (Paris, 2 avril 1901) et même réalise sur leur travail un profit à l'effet d'accroître son gain journalier (Nancy, 7 juillet 1903, R. A. T., 1903, 220).

Cette dernière circonstance serait, en effet, et à elle seule, insuffisante pour caractériser le contrat d'entreprise, aussi longtemps que subsiste cet état de dépendance envers le patron qui constitue la source de sa responsabilité (3).

Au contraire, l'aura tous les caractères d'un sous-entrepreneur l'individu qui payé à forfait, maître absolu de son ouvrage et de son temps travaille à son gré et en toute

(1) Egalement dans ce sens : Grenoble, 18 mars 1908, R. A. T., 1908, 118. — Nancy, 7 février 1912, R. A. T., 1913, 107.)

(2) En ce sens : Douai, 25 juillet 1909 (S., 1901, 2, 216) Trib. Narbonne, 11 mars 1907 (R. A. T., 1907, 3), Nancy, 6 décembre 1910 (R. A. T., 1912, 2) Cas. req., 24 juin 1908 (R. A. T., 1908, 159).

(3) On peut induire par un argument *à contrario* que les décisions suivantes paraissent être en sens opposé.

Douai 25 juillet 1900 (S., 1901, 2, 216) ; Douai 21 mars 1902 (R. A. T., 1902, 3, 2) ; Paris 23 mai 1911 (S., 1912, 2, 196) ;

indépendance aux jours et heures choisies par lui sans avoir d'autres rapports avec l'entrepreneur principal qu'à l'occasion de la livraison du travail, de l'application des conditions dans lesquelles il a été effectué et du paiement du prix (Cas. req., 7 nov. 1904, R. A. T., 1904, 255) (et 19 fév. 1912, R. A. T., 1912. 21.) Toutefois cette circonstance que le patron aurait, en s'assurant de la bonne exécution de l'ouvrage, fait certaines recommandations qui constituaient des conseils plutôt que des instructions ne modifierait pas la nature du contrat (Trib. Corbeil, 20 déc. 1903) (R. A. T., 1903, 392).

Le sous-entrepreneur se reconnaît à d'autres signes ; sans aller jusqu'à dire, comme M. Cabouat, que c'est « un véritable capitaliste », il est d'usage qu'il fournisse tout ou partie des matériaux, des outils, qu'il choisisse et embauche des ouvriers en dehors de toute ingérence du maître de l'ouvrage, qu'il ait lui-même sur ces derniers un pouvoir d'autorité et un droit de surveillance le rendant passible pour son propre compte du risque professionnel et qu'il tire de ces opérations, un bénéfice, un gain véritable dépassant largement « le salaire réclamé par les ouvriers de sa profession » (1).

(1) En ce sens : Lille, 5 juin 1902, R. A. T., 1902, 121 ; Pau, 20 oct. 1910, R. A. T., 1910. 251. — Lille, 19 mars 1910, R. A. T., 1910, 251. Trib. Arras, 5 nov. 1913. R. A. T., 1913, 395. — Beauvais 17 oct. 1918 (*Gaz. Trib.*, du 17 janvier 1919 ; Cass. civ., 13 mars 1917 (S., 1917 1, 130) ;

∴

La règle serait la même si au lieu d'individu isolé nous nous trouvions en présence d'un groupe de travailleurs ayant formé entre eux un contrat, dit contrat d'équipe, assez fréquent, par exemple, chez les débardeurs qui se réunissent à l'arrivée d'un bateau pour en effectuer le déchargement, ou chez les bûcherons qui s'associent pour opérer le façonnage d'une coupe de bois. S'agit-il d'un groupe autonome, travaillant en toute indépendance, organisant et exécutant le travail comme bon lui semble : contrat d'entreprise ; au contraire, ces ouvriers restent-ils soumis à la direction et placés sous la surveillance du patron, bien que payés aux pièces et fournissant même leurs outils : contrat de travail et application du risque professionnel.

∴

Ce critérium va nous servir pour examiner au point de vue juridique la situation d'une catégorie de travailleurs : *les artistes dramatiques* que la jurisprudence assimile tantôt à des locataires d'industrie, tantôt au contraire à des employés justiciables de la loi de 1906.

Dans le premier système, on soutient que le contrat

intervenu avec le directeur du théâtre, qui est un commerçant, cela ne fait pas de doute, n'a pas pour objet de leur imprimer la qualité de préposés aux affaires d'une maison de commerce (Cass. 7 déce. 1909. S. 1910, 1, 32), car ils exercent une profession libérale, exploitant, pour ainsi dire, leur propre fonds, ne suivant que leurs aspirations et leurs goûts personnels (1), gardant toute liberté dans l'interprétation de leurs rôles, et échappant ainsi à l'action du directeur.

Dans le second système, que nous approuvons, et qui a été consacré par des décisions judiciaires récentes (Paris. 6 mars, 1912, R. A. T., 1912. 130, Trib. Seine, 20 mai 1911 et 24 fév. 1913 Aff. Bonnet et de d^{lle} Rhétoré) on permet aux artistes de se prévaloir des lois sur le risque professionnel, en raison du lien de dépendance et de subordination, caractéristique du contrat de travail, qui les attache à l'entrepreneur de spectacles. Cet état de dépendance, on en trouve les signes distinctifs dans ce fait que l'artiste est tenu à des heures de présence régulières, qu'il ne peut se refuser en aucun cas de paraître en scène, de jouer ou de chanter les morceaux qui lui sont indiqués par le directeur, qu'il lui est interdit d'apporter aucune addition ou modification à l'œuvre. Le programme est déterminé à l'avance, et l'artiste, est en quelque sorte l'esclave du scénario.

Évidemment, surtout lorsqu'il s'agit « d'étoiles » on ne

(1) En ce sens trib. Lyon, 25 janv. 1910. Douai — 23 oct. 1912 R. A. T., 1913, 267. — Rouen, 2 déc. 1908 S., 1909, 2, 40.

peut nier que les artistes aient une certaine initiative dans l'interprétation de leur rôle, auquel ils donnent un cachet personnel, une originalité propre. Ils n'en restent pas moins sous l'autorité du directeur, et bien que le lien de subordination soit ici plus relâché, il est encore suffisant pour caractériser le contrat de travail.

On ne saurait enfin, objecter qu'il s'agit pour les artistes de l'exercice d'une profession libérale. Nous avons vu que même si on adoptait cette opinion la loi de 1898 serait applicable puisque ce ne sont pas seulement les « artes serviles » qui sont susceptibles de donner naissance à un tel contrat ; la nature du travail importe peu du moment qu'il est exécuté pour le compte d'une entreprise assujettie.

*
* *

La jurisprudence estime également que les *commis voyageurs* sont bien liés par un contrat de travail à la maison de commerce dont ils dépendent. Leur situation n'offre aucune différence avec celle du commis de magasin si ce n'est qu'ils se rendent au domicile de l'acheteur, tandis que les seconds le reçoivent dans l'établissement commercial même : ils vendent comme eux selon les prix, les conditions de paiement et de livraison déterminées à l'avance par le patron, sont tenus d'autre part de se conformer à ses instructions sur l'itinéraire de leur voyage, les clients qu'ils devront

visiter, etc... Ils sont donc directement placés, même dans leurs tournées les plus lointaines, sous l'autorité du chef d'entreprise et à ce titre doivent être assimilés à des locataires de service (Paris, 31 mai 1910., R. A. T., 1910., p. 212).

Cette solution ne saurait toutefois prévaloir qu'autant qu'ils sont attachés à une seule maison de commerce ; au contraire, s'ils travaillaient pour plusieurs maisons à la fois, à leurs frais et sans contrôle, ils devraient être considérés comme de véritables négociants travaillant pour leur compte et à leurs risques et périls.

Dans ce cas on les appelle généralement « représentants de commerce » ou voyageurs à la commission ; ils demeurent alors sous l'empire du droit commun.

CHAPITRE VI

DE QUELQUES CAS PARTICULIERS OU LE CONTRAT DU TRAVAIL SE COMBINE AVEC D'AUTRES CONTRATS

Avec le mandat. — Administrateurs de sociétés anonymes cumulant leurs fonctions avec celles de directeurs techniques. — Le contrat dit « à la moyenne ».

Avec l'association. — Coopératives de production — de consommation. — Métayage. — Marchandage par association.

Avec la participation aux bénéfices.

Avec le louage des choses.

La loi de 1893 rencontre souvent des difficultés d'application qui tiennent à ce que le contrat de travail est susceptible d'affecter des modalités diverses. Rien ne s'oppose, en effet, à ce qu'accessoirement soient conclus entre les parties d'autres contrats, tels que le mandat, l'association, le marchandage, la participation aux bénéfices, le louage de choses qui n'enlèvent pas aux travailleurs, vis-à-vis du patron, et tant que subsiste le lien de subordination, leur titre d'ouvriers ou d'employés protégés par le système du

risque professionnel, puisque l'existence d'un contrat de travail justifie suffisamment, à elle seule, l'application de ce système. Nous allons, dans le présent chapitre, étudier les diverses hypothèses qui peuvent se présenter.

..

Le mandat est, par définition, un acte par lequel une personne donne à une autre pouvoir de faire quelque chose pour le mandant, et en son nom, or « il n'y a aucune incompatibilité entre le contrat de mandat et le contrat de louage de services, rien d'incompatible dans la réunion sur la même tête de ces qualités de mandataire et de locateur de services, les règles du mandat pouvant être appliquées aux actes par lesquels l'agent a contracté avec des tiers comme représentant le patron et ses rapports personnels avec ce même patron devant rester régis par les règles du louage de services ». (Paris, 31 mai 1910, précité).

C'est ainsi que le voyageur de commerce pourrait être jusqu'à un certain point et suivant les conditions de son engagement, considéré comme un mandataire vis-à-vis des clients de la maison qu'il représente et un locateur de services vis-à-vis du patron de cette maison.

En vertu de ce même principe et par application de la règle du principal et de l'accessoire, il importerait peu que le patron ait donné à la victime de l'accident un pouvoir

général pour la gestion de l'usine, à l'effet, par exemple, de le représenter près des tiers, de signer en son nom et de recruter le personnel ; ce pouvoir dont il a été investi n'étant pas de nature à le priver de la qualité de directeur, si recevant des appointements fixes et réguliers, tenu d'exécuter les instructions qui lui étaient adressées par le patron, il pouvait justifier de l'existence d'un véritable contrat de travail le liant à ce dernier (En ce sens: Paris 4 déc. 1911, R.A.T., 1911, 421 ; *contra* : Trib. Seine, 21 févr. 1911, R.A.T., 1910, 463).

Cette combinaison du contrat de travail et du mandat se rencontre dans les sociétés anonymes ou certains administrateurs délégués peuvent cumuler leurs fonctions avec celles de directeur technique à la tête de l'exploitation industrielle ou commerciale. Il est évident que, comme administrateurs délégués, ils sont les mandataires des actionnaires et, représentant le chef de l'entreprise, ne sauraient être protégés par notre législation. Mais au titre de directeurs techniques ils pourraient s'en prévaloir car, seraient-ils nommés en vertu d'un traité approuvé par l'Assemblée générale, ils ne sont que des employés supérieurs, chargés de l'exécution des décisions du conseil d'administration, qui ne peuvent être révoqués de leurs fonctions que suivant les règles du contrat de louage. Mais encore faudrait-il que ces fonctions techniques soient bien déterminées (En ce sens : Grenoble 17 juil. 1912, R. A. T., 1912, 402).

Nous trouvons une autre combinaison du contrat de tra-

vail avec le mandat dans le contrat dit à la moyenne qui, avant l'invention des taximètres, était usité entre les compagnies de voitures de place et leurs cochers et aux termes duquel le cocher devait fournir son travail « consistant à « conduire le cheval et la voiture appartenant à l'entre-
« prise » (contrat de travail) et « à effectuer pour le compte
« de celle-ci les recettes de la journée » (mandat) « moyen-
« nant un salaire convenu, dit à la moyenne, résultant de la
« différence entre la recette réellement effectuée pendant la
« journée et la somme dont le chef d'entreprise exigera la
« remise le lendemain, calculée sur la recette probable de la
« veille » (Paris, 15 fév. 1902, Rec. Gaz. Trib., 1902, 2^e sem, 2, 49).

Si donc le cocher se constitue mandataire du patron pour la perception des recettes, il s'oblige, d'autre part, à transporter les voyageurs, et, à ce titre, reçoit des ordres, des instructions, est astreint à une certaine discipline qui le plaçant sous l'autorité et la direction du chef d'entreprise en font un véritable locateur de services bénéficiant des dispositions de la loi de 1898.

*
* *

Il arrive assez fréquemment que des travailleurs mettent en commun leurs forces physiques ou intellectuelles, et notamment dans les coopératives de production leurs capitaux, pour une entreprise déterminée.

Il y a là une association. Coopérant au même but, ils ont tous des droits égaux, partagent les bénéfices et, le cas échéant, supportent les pertes. A leur tête se trouve un gérant qui est un mandataire et non un patron. L'élément patronal et l'élément ouvrier se confondent dans les mêmes individus, car il n'existe pas, à proprement parler, de chef d'entreprise que « la structure légale de l'association absorbe » pour partie en la personne de chaque associé ». (Loubat). En cas d'accident, on peut donc se demander si les coopérateurs seraient en droit d'invoquer à leur profit les dispositions de la loi de 1898 ; et, dans tous les cas, contre qui ?

Nous savons que notre législation exige comme condition d'application, un patron responsable qui peut être indifféremment un individu ou une collectivité, et un contrat de travail liant les ouvriers et employés au chef d'entreprise.

Trouvons-nous ces éléments dans l'espèce soumise à notre examen ?

Un patron responsable : Mais c'est la société elle-même, qui a une existence civile distincte de celle de ses membres, qui distribue des dividendes et dont le patrimoine personnel est étranger à celui des individus la composant.

Un contrat de travail : C'est-à-dire une étroite subordination des coopérateurs à la société ; mais il existe si nous considérons qu'ils sont soumis à une discipline sévère, tenus d'obéir aux ordres du gérant ou de la commission de contrôle nommée par le Conseil d'Administration, et qu'ils reçoivent de la société des salaires ayant un caractère de fixité indépendant du résultat de l'exploitation .

Rien ne saurait donc s'opposer à ce que le coopérateur ait une action en responsabilité contre la société puisque, dès qu'il existe un rapport de subordination entre un travailleur et quelqu'un à qui il loue ses services et lui donne des ordres, le régime du risque professionnel peut fonctionner. Il revêt une double qualité : comme associé il est copropriétaire de l'usine et touche des dividendes ; comme travailleur il reçoit un salaire et est admis au bénéfice de la loi. Il est vrai que dans cette situation « certains sociétaires « peuvent ainsi se trouver à la fois créanciers de la société « comme victimes d'accidents et débiteurs comme actionnaires » (Avis du comité consultatif des assurances du 31 mai 1899) mais ce serait « en vertu de dispositions législatives et contractuelles d'ordre différent ».

Le contrat d'association ne modifie pas en effet le caractère du contrat en vertu duquel ils fournissaient la main-d'œuvre à la personne morale qu'ils avaient fondée d'autre part, et qui restait un contrat de louage de services soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898 ». (Paris, 31 déc. 1912, R. A. T. 1912, p. 395) ; les coopérateurs puisent en effet leur protection dans ce contrat indépendamment des clauses du pacte social ayant un autre objet.

Dans le silence du législateur, cette solution est celle de la jurisprudence (Paris, 12 juillet 1910, R. A. T., 1910, 174 et 31 déc. 1912, précité, — Angers, 31 déc. 1912, R. A. T., 1912, 463. — Cass. Req, 6 janv. 1914, R. A. T., 1913, 412). *Contra* Trib. Pontoise, 1909, R. A. T., 1909, 9) et de la

doctrine (1) (Sachet, *op. cit.*, n° 130., Loubat, *op. cit.*, n° 366).

Cependant MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1869) sont d'un avis opposé, soutenant que c'est en leur qualité d'associés que les membres d'une société coopérative travaillent pour le compte de la société et que n'étant, ni des ouvriers, ni des employés dans le sens de la loi de 1898, ils restent soumis au droit commun.

Quant aux membres des *coopératives de consommation* ils ne peuvent invoquer les dispositions de notre législation, puisque des opérations consistant à acheter, à réunir et à répartir les denrées entre ces membres n'ont aucun caractère industriel ou commercial ; il en serait autrement s'ils revendaient ces denrées à d'autres que les adhérents ou réalisaient des bénéfices. La société serait alors assujettie à la loi de 1906 (Cass. civ. 22 nov. 1911, R. A. T., 1911, 308).

On rencontre une autre combinaison du contrat de travail avec l'association dans *le contrat de métayage* ou de colonat partiaire : le patron fournit la terre et le capital, le métayer, la main-d'œuvre ; et les fruits sont partagés suivant les

(1) Mais il a été jugé (Cass. req., 2 mars 1910, *Gaz. Trib.*, 1910, 2^e sem, 1, 112) que les membres d'une association syndicale formée entre propriétaires pour l'exécution et l'entretien de travaux d'irrigation qui travaillent privativement et chacun pour soi à une œuvre commune, sans rémunération et sans être placés sous la subordination de personne ne sont pas protégés par la loi de 1898.

proportions indiquées au contrat, généralement par la moitié. Il est possible d'envisager le métayer comme un ouvrier ou employé par rapport à l'association elle-même, comme nous avons fait du coopérateur au regard de la coopérative de production (Sachet, *op. cit.*, n° 960). Dans ce cas l'indemnité du métayer, victime d'un accident du travail serait payable par l'association et devrait être supportée par chacun des associés d'après la répartition indiquée au contrat.

Mais il importe de distinguer cette situation de *l'association pure et simple* où on ne trouve pas les éléments d'un contrat de travail susceptible de donner naissance au principe du risque professionnel. Ainsi les membres d'une association coopérative d'ouvriers maçons d'une même commune qui se réunissent en une équipe pour travailler ensemble sur un pied d'égalité absolue, ne touchant pas de salaires fixes, mais des salaires variables proportionnés au produit du travail collectif ne sauraient revendiquer la qualité d'ouvrier protégé par la loi de 1898 vis-à-vis du dirigeant de l'équipe qui s'est borné à les réunir et n'a pu acquérir par ce seul fait, la qualité de patron, (Cass., 2 mars 1910. R. A. T., 1910-66).

De même dans le contrat de *marchandage* dit par *association*. Il s'agit là d'une convention à forfait passée entre le chef d'industrie et un groupe d'ouvriers associés. De deux choses l'une : où ces ouvriers restent au cours de leur tra-

vail sous la direction et la surveillance de l'entrepreneur principal, et alors c'est la première hypothèse que nous avons examinée : combinaison du contrat de travail avec l'association ; et application de la loi de 1898 ; où, au contraire, soit en travaillant en toute indépendance sans aucune ingérence de l'entrepreneur principal, soit par une stipulation du contrat de marchandage, les ouvriers peuvent être considérés comme ayant formé entre eux une équipe autonome. Nous avons l'association pure et simple et le régime du droit commun.



Le contrat de travail peut encore se combiner avec la participation aux bénéfices, qui est une convention par laquelle un ouvrier ou un employé reçoit, en plus de son salaire proprement dit une part déterminée à l'avance des bénéfices de l'entreprise.

Il ne s'agit là, ni plus ni moins, que d'un contrat de travail à salaire variable. Les ouvriers ou employés, victimes d'accidents dans un établissement ayant adopté cette forme de rémunération du travail ne sauraient donc être considérés comme des associés puisqu'ils n'ont aucun droit sur le fonds social, ne participent pas aux pertes et restent les subordonnés du chef d'entreprise.

Et ainsi que l'indique M. Sachet (*op. cit.*, p. 179) la

solution resterait la même si l'ouvrier avait placé des fonds dans l'entreprise. « Ce placement de fonds pourrait être « considéré comme un prêt, comme une commandite, non « comme une association pure et simple, car l'association « ne se présume pas ».

..

Le contrat de travail n'est pas incompatible non plus avec le *louage de choses*. Nous avons examiné ci-dessus cette hypothèse (voir *supra*, p. 89) c'est, par exemple, l'ouvrier qui effectue des charrois avec son cheval et sa voiture pour le compte d'un entrepreneur sous l'autorité duquel il demeure (1). Le louage fait l'objet d'une prestation accessoire au contrat de travail, mais laisse subsister la qualité d'ouvrier du locateur.

(1) Nancy, 14 nov. 1906, R. A. T., 1907, 99. — Grenoble, 18 mars 1908, — R. A. T., 1908, 118.

CHAPITRE VII

DES CONDITIONS DE VALIDITÉ DU CONTRAT DE TRAVAIL POUR L'APPLICATION DU SYSTÈME DU RISQUE PROFESSIONNEL

Etude du système de la jurisprudence : nécessité de la perfection d'un contrat de travail régulier pour l'application de la loi.

De la capacité des parties contractantes. — Influence des vices du consentement. — Nécessité d'un objet licite. — Des cas où le contrat est conclu au mépris d'une loi d'ordre public (insoumis. Déserteurs. Sujets ennemis. Mineurs de treize ans).

Etude du système de la doctrine. — Critique du système de la jurisprudence.

Nous savons que l'application de la loi de 1898 est subordonnée à l'existence d'un contrat de travail entre la victime de l'accident et celui qui l'emploie. Sur ce point la majeure partie de la doctrine et de la jurisprudence sont d'accord.

Mais suffit-il que ce contrat ait donné naissance à un lien de dépendance et de subordination de l'ouvrier vis-à-vis du patron pour que la responsabilité de ce dernier soit justifiée sans s'occuper des vices dont il peut-être affecté ? Faut-il, au contraire, bien que la loi de 1898 soit exorbitante du

droit commun que cette convention soit soumise pour sa validité aux conditions essentielles des autres contrats ?

C'est ici que la doctrine et la jurisprudence sont divisées.

D'un côté l'autorité de MM. Loubat, Baudry-Lacantinerie et Wahl, Capitant, Pic et quelques Cours d'appel, isolées à la vérité ; de l'autre celle de MM. Sachet et Cabouat et de la Cour de cassation.

Nous allons d'abord examiner le second système qui exige, pour que le principe du risque professionnel puisse jouer, la perfection d'un contrat de travail *régulier* ; mais, ainsi que nous le constaterons, toutes causes d'irrégularité dans ce contrat n'entraînent pas nécessairement l'inapplicabilité de la loi, si la nullité primitive en pouvait être couverte.

..

Si donc nous devons nous en référer aux principes généraux, nous constatons que le contrat de travail, pour être valable, exige la capacité de contracter, le consentement, une cause licite et un salaire.

De la capacité des parties contractantes. — La conclusion d'un contrat de travail est un acte d'administration : le mineur émancipé peut donc le passer sans autorisation. Sinon, il doit être autorisé expressément ou tacitement par son père ou tuteur ; la femme mariée par son mari, et à défaut par justice. Seul, en général, le patron a intérêt à se

prévaloir des causes de nullité, mais il lui est très difficile de réussir dans son action car, d'une part, l'art. 1308, C. civil, stipule que le mineur commerçant, banquier ou artisan n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art, et, d'autre part, il suffit à la femme mariée de l'habilitation même tacite de son mari, pour qu'elle fasse valablement tous actes de commerce (Sachet, *op. cit.* n° 165).

Certains *vices du consentement* pourraient, par contre, entraîner la nullité du contrat du travail.

Nous éliminons la violence, bien invraisemblable dans notre matière.

Et nous arrivons à l'*erreur*.

Elle n'est une cause de nullité, lorsqu'elle porte sur la personne, que si la considération de cette personne a été la raison dominante de la convention (art. 1110, C. civ.), ce qui arriverait, par exemple, si le directeur d'une usine désirant s'adjoindre, pour l'exploitation de son brevet, un ingénieur ayant inventé un procédé de fabrication auquel il avait attaché son nom, avait contracté avec un tiers. Il est certain que si cet industriel avait connu la véritable identité de ce tiers, le contrat ne se serait pas formé. Mais en général, notamment dans le louage de services, on contracte en vue d'un résultat et non en vue d'une personne.

La jurisprudence a fait application de ce principe en déclarant que le contrat était régulier, même si l'ouvrier s'était fait embaucher sur la production de pièces d'état civil

qui ne lui appartenait pas (Aix, 16 mars 1912, R.A.T., 1912, 326. Cass. req., 17 janv. 1914, *Gaz. Trib.*, 1914, 1 sem., 1, 188) à la condition toutefois que des manœuvres frauduleuses constitutives du dol ne soient pas établies, ce qui entraînerait alors la nullité de la convention (Trib. Marseille, 15 déc. 1910, R.A.T., 1911, 298. Trib. Seine, 13 janv. 1912, R.A.T., 1912, 429 (1), et 18 déc. 1918, *Gaz Trib.*, du 30 janvier 1919 (2).

Et la solution devrait être la même si le patron avait traité avec un ouvrier étranger, alors qu'il ne voulait embaucher que des travailleurs français.

..

Puisque, d'après le système que nous étudions, la nullité du contrat sera très rarement prononcée pour cause d'erreur sur la personne, *le dol*, par contre, paraît susceptible d'empêcher l'ouvrier qui s'en est rendu coupable, de bénéficier des avantages de la loi de 1898.

La Cour de Paris en a fait l'application dans un arrêt

(1) Il s'agissait, dans cette espèce, d'un individu, syndicaliste militant, qui, pour trouver de l'ouvrage, s'était procuré un faux état-civil.

(2) Ici, l'ouvrier s'était non seulement fait embaucher sous un faux nom, mais se trouvait, en outre, en état de désertion. Cette dernière circonstance, ainsi que nous le verrons plus loin, ne saurait mettre obstacle à l'application de la loi.

rendu le 21 juil. 1900 (R.A.T., 1900, 221, confirmé Cass., req., 1^{er} déc. 1901, R.A.T., 1901, 345) qui a eu un certain retentissement en raison des critiques dont il a été l'objet et des protestations de la doctrine.

Il s'agissait, en l'espèce, d'un ouvrier qui avait été renvoyé d'un chantier parce qu'il n'avait pas l'âge prévu par les règlements de ce chantier. Il se fit réembaucher, malgré cette prohibition, en se présentant comme âgé de 19 ans et en corroborant ce mensonge par une fausse indication d'état-civil.

La Cour a considéré que ces manœuvres constituaient un dol dans le sens de l'art. 1116 du C. civil, sans lequel le patron n'aurait pas contracté, et de nature à vicier le louage de services. La nullité retroagissant au jour de la formation des engagements respectifs des parties, la victime était ainsi irrecevable à invoquer à son profit les dispositions de notre législation protectrice.

• •

Enfin, l'objet du contrat doit être *licite*, c'est-à-dire en accord avec la morale et les lois :

C'est ainsi que ne pourraient se prévaloir du risque professionnel : — le gérant de l'officine d'un pharmacien, blessé au cours de son travail. (Trib. Avignon, 22 oct. 1912 confirmé par Nîmes, 19 mars 1913, R.A.T., 1913, 208). Une

officine ne peut être confiée à un tiers, même ayant le diplôme de pharmacien, *a fortiori* à l'individu qui en est dépourvu.

— La domestique d'une maison de rendez-vous (Tr. Seine, 30 janv. 1909, *Gaz Trib.*, 1909, 1, sem., 2, 260).

Il en serait également ainsi, sans doute, du contrat entre le propriétaire d'un « Casino » et le croupier attaché à la maison de jeu dépendant de son établissement ; M. Pic indique encore le contrat passé entre un industriel et un ouvrier pour la fabrication d'armes ou d'engins prohibés par la loi (*op. cit.*, n° 925).

*
* *

Le système que nous étudions estime encore que le patron ne saurait encourir aucune responsabilité en vertu de la loi de 1898, lorsque le contrat de travail a été conclu au mépris d'une prescription impérative de la loi.

C'est ainsi qu'un *insoumis* n'aurait aucun droit à se prévaloir du principe du risque professionnel. L'art. 84 de la loi du 21 mars 1908 sur le recrutement de l'armée édicte, en effet, des peines contre ceux qui auraient pris à leur service un homme recherché pour insoumission. Elle prohibe donc implicitement tout contrat de travail passé avec un tel individu, surtout lorsqu'il a été, depuis l'accident, condamné par application de l'art. 85 de cette loi.

Le Tribunal de Fontainebleau (24 nov. 1916, *Gaz-Trib.*, 24 janv. 1917) en a tiré cette conséquence que ce contrat

ayant été conclu en violation d'une loi d'ordre public, était entaché d'une nullité absolue et ne pouvait produire aucun effet. L'accident du travail dont l'insoumis aurait été victime ne tomberait donc pas sous le coup de la loi de 1891.

En est-il de même du *déserteur* ?

Le Tribunal de la Seine a été appelé à statuer (18 déc. 1918 cité en note p. 109) sur le cas d'un individu, en état de désertion, qui s'était fait embaucher sans naturellement faire connaître sa situation militaire. Y avait-il là infraction à une loi d'ordre public ne pouvant être génératrice d'aucun droit ?

Il n'y a pas de raison pour qu'on n'argumente pas dans cette espèce comme le Tribunal de Fontainebleau puisque la loi pénale punit le recel des déserteurs au même titre que le recel des insoumis. Cependant, le Tribunal, se bornant à examiner si le contrat de travail intervenu entre les parties était ou non valable, en vertu de la théorie de l'erreur sur la personne, s'est prononcé pour l'application de la loi, malgré les conclusions du ministère public, en se fondant sur ce qu'aucun texte législatif ne frappait les déserteurs d'une déchéance telle qu'ils ne puissent louer leurs services, et que : « ... S'il est vrai qu'une convention contraire aux dispositions d'une loi d'ordre public est radicalement nulle, encore faut-il que cette contravention à une loi d'ordre public soit la cause, c'est-à-dire la raison d'être du contrat ; ... qu'en l'espèce il s'agit d'un contrat de travail dans lequel la nature des services stipulés n'a rien d'illicite, que l'état de désertion de Chartier a bien été une

« circonstance qui a rendu le contrat possible, mais que
« cette circonstance est indépendante de la convention elle-
« même et entièrement étrangère au but que s'étaient pro-
« posés les contractants... »

En ce qui concerne les sujets *Allemands* et *Austro-hongrois* on peut estimer qu'ils ne sauraient avoir conclu de contrat de travail valable avec un chef d'entreprise en vertu du décret du 27 septembre 1914 et de la loi du 4 avril 1918, prohibant toute convention avec l'ennemi. Cependant, tout en reconnaissant : « qu'il est hors de doute que
« la responsabilité mise à la charge du patron au cas d'ac-
« cident du travail est subordonnée à l'existence d'un contrat
« de louage de services et qu'il ne suffit pas que ce contrat
« existe, qu'il faut encore que sa validité soit reconnue », le Tribunal de Brive (11 janv. 1918, *Gaz. Trib.*, 29 janv. 1919) a jugé qu'il résulte des circonstances où ce décret a été pris et du rapport qui l'a précédé que l'intention du gouvernement a été d'interdire uniquement les contrats susceptibles de favoriser les intérêts économiques des ennemis et d'entraîner un danger pour la France ; qu'il faut donc rechercher s'ils sont ou non contraires à l'ordre public et à la défense nationale.

Le Tribunal a en conséquence fait bénéficier de la loi de 1898 les ayants droit d'un ouvrier de nationalité autrichienne, mais d'une terre irrédente, qui s'était fixé en France depuis son plus jeune âge, s'y était marié et était muni d'un permis de séjour.

Nous n'avons pas à discuter ici l'interprétation que fait le Tribunal des textes précités, qui ne font cependant aucune distinction. Qu'il nous suffise de signaler dans le même sens : Trib. civ., Rouen 27 octobre 1916.

La loi du 2 nov. 1892 (Art. 1, 2, 3., livre II, Code du Travail) porte que les enfants ne peuvent être employés ni être admis dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances avant l'âge de treize ans révolus : la condition d'admission est abaissée à 12 ans si ces enfants sont munis du certificat d'études primaires et d'un certificat d'aptitude physique.

En vertu des dispositions de cette loi, une jurisprudence aujourd'hui solidement établie refuse le bénéfice de la loi à tous ceux qui y auront contrevenu. Et voici comme elle raisonne :

La responsabilité forfaitaire édictée par la loi de 1898 contre le chef d'entreprise implique nécessairement l'existence d'un contrat de travail entre les parties, et ce contrat, pour sa validité, est soumis aux conditions essentielles des autres contrats. Une de ces conditions est une cause licite dans l'obligation ; or la cause est illicite lorsqu'elle est prohibée par la loi et contraire à l'ordre public.

On ne saurait méconnaître, d'autre part, que cette loi du 2 novembre 1892, qui a été prise dans l'intérêt des jeunes enfants et comporte des sanctions pénales a ce caractère d'ordre public.

Une convention, quelle qu'elle soit, qui y porterait

atteinte serait donc entachée d'une nullité absolue.

La nullité peut en être demandée par tout intéressé ; et à supposer que le patron, en vertu de la maxime *nemo » auditur turpitudinem suam allegans* » ne puisse s'en prévaloir, le caractère d'ordre public de la loi de 1892 et de 1898 commanderait au juge de la relever d'office.

En effet, cette circonstance que le chef d'entreprise n'avait pas ignoré, lors de l'embauchage, les conditions irrégulières dans lesquelles s'est formé l'engagement, de sorte qu'il ne pouvait prétendre que son consentement avait été vicié par le dol, ne saurait rendre valable une convention contraire à l'ordre public.

Cependant si le mineur ne peut invoquer la loi de 1898, il ne restera pas sans aucun recours contre le patron qui tombe sous le coup du droit commun et est susceptible d'essuyer ainsi une condamnation beaucoup plus sévère que celles mises à sa charge par le principe du risque professionnel (1).

Il est entendu que ces déchéances s'appliquent exclusivement aux mineurs de 13 ans occupés à un travail indus-

(1) En ce sens : Trib. de Montdidier, 3 août 1909 — Valognes, 13 nov. 1906 (R. A. T., 1906, 412) — Douai, 12 déc. 1906 (R. A. T., 1907, 422) — Trib. Senlis, 17 nov. 1908 — Bordeaux, 8 déc. 1908 (R. A. T., 1908, 66). — Trib. Grenoble, 21 déc. 1908. (R. A. T., 1908, 426). — Cass., 8 déc. 1909 (R. A. T., 1909, 419) et 28 février 1910 (R. A. T., 1910, 65) et 22 mai 1912 (R. A. T., 1912, 123). Trib. Seine, 28 janvier 1915 (*Rec. Gaz. Trib.*, 1916, 2, 270) — Trib. du Havre, 26 janvier 1917 (*Rec. Gaz. Trib.*, 1918, 2, 312) Riom, 6 juin 1918 (*Rec. Gaz. Trib.*, 1918, 2, 311).

triel dans les établissements énumérés par la loi de 1892. Les magasins et boutiques servant à une exploitation commerciale sont donc en dehors des prévisions de cette loi, si l'établissement n'a pas le caractère d'un atelier ou d'un chantier. Par conséquent le contrat de travail qui lierait l'enfant de moins de 13 ans au chef d'entreprise, ne serait pas ici entaché de nullité (Trib. Marseille, 12 déc. 1912, R. A. T., 1913, p. 407).

Enfin nous savons qu'une autre condition absolument nécessaire par la validité de notre contrat est la stipulation d'un salaire. Le contrat de travail est, en effet, un contrat parfaitement synallagmatique et le prix est de son essence. A défaut, il serait incontestablement nul ou même inexistant (voir *infra*, p. 54).

*
* *

Ce système a provoqué de vives critiques émanant de la majorité de la doctrine et d'une partie de la jurisprudence.

Sans aller aussi loin que certaines décisions judiciaires qui prétendaient appliquer la loi indépendamment de tout contrat de travail liant les deux parties parce que l'accident était le risque de la profession et que le seul fait de travailler pour autrui engendrait la protection légale, les promoteurs de ces critiques donnaient son véritable sens à la nécessité d'une convention préalable de travail liant les deux parties. S'il faut un contrat de travail, disait-on, c'est

seulement « pour établir la nature des relations entre le « patron et l'ouvrier auxquelles est subordonnée l'application de la loi de 1898 » (dissertation de M. Wahl sous Paris, 21 juil. 1900, S., 1901, 2, 197), pour donner naissance à un état de subordination de l'ouvrier qui avait comme corollaire l'obligation pour le patron de veiller à sa sécurité. Or, le droit de commander, d'une part, et le devoir d'obéir, de l'autre, impliquent nécessairement l'existence d'un contrat de travail.

Dès que cet état de fait est réalisé il importe peu que le contrat lui-même soit affecté de certains vices puisque ce n'est pas lui qui engendre l'obligation de payer l'indemnité.

La responsabilité du chef d'entreprise a en effet son fondement non dans l'accord des parties, mais dans la loi, dont les parties ne peuvent modifier l'étendue en contractant.

Il est donc illogique de faire dépendre l'application de la loi de la validité du contrat de travail.

(En ce sens : Capitant, *op. cit.*, p. 141 ; Loubat, *op. cit.*, p. 163 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1876).

Mais quand bien même, ajoutent les partisans de ce système (et ces arguments sont certainement beaucoup plus forts) la responsabilité du patron aurait sa source dans le contrat de travail, la nullité de celui-ci ne la ferait pas disparaître.

S'agit-il, par exemple, d'un contrat vicié par le dol tel que celui sur lequel les juges de la Cour de Paris ont été appelés à statuer le 21 juillet 1900 ? (voir *supra*, p. 110).

Il est de principe que des manœuvres frauduleuses ayant vicié le consentement sont une cause de nullité de la convention, mais le dol n'annule pas le contrat de plein droit, il donne seulement ouverture à une action en nullité; (art. 1117, C. civ.) le contrat continue donc à produire ses effets, tant que la nullité n'en a pas été prononcée par justice. Et parmi les effets du contrat figure en premier lieu l'obligation pour le patron de garantir ses ouvriers et employés contre le risque professionnel.

S'agit-il, au contraire, d'un contrat qui a été passé au mépris d'une loi d'ordre public, telle que celle du 12 novembre 1892 et qui est frappé en conséquence d'une nullité radicale ? La responsabilité du patron n'en subsiste pas moins, même si le contrat est annulé postérieurement à l'accident, car le contrat du travail est un contrat successif dont l'annulation ne peut être rétroactive sous peine d'engendrer des conséquences profondément injustes.

En effet, on est obligé de tenir compte d'une situation de fait que la nullité ne saurait détruire. A tout moment les parties exécutent des obligations correspondantes : l'ouvrier fournit son travail, le patron paye le salaire et garantit l'ouvrier des accidents dont il peut être victime.

Si l'annulation du contrat survient donc postérieurement à l'accident, de même que jusqu'à ce jour le travail de l'ouvrier est définitivement acquis au patron et ne peut être restitué, de même l'ouvrier a droit au salaire stipulé et doit bénéficier des indemnités légales : l'accident l'a privé

d'une partie de ses facultés de travail ; il faut lui donner en échange l'indemnité qui doit la remplacer.

Si l'on admettait que le patron puisse dans ce cas se dérober à la responsabilité qui lui incombe en vertu de la loi de 1898, il faudrait aussi lui permettre de réclamer à l'ouvrier les salaires qui lui ont été payés. Une conséquence aussi absurde nous montre bien la faiblesse d'argumentation des défenseurs du premier système.

Enfin, dit-on, la solution proposée est en accord avec l'esprit de la loi de 1898 dont toutes les dispositions constituent des transactions et des forfaits, et qui s'est inspirée dit M. Wahl « de motifs qui rendraient choquante toute « distinction » (1).

Néanmoins, malgré ces considérations d'une valeur juridique incontestable c'est le premier système qui a prévalu en pratique. La Cour de cassation, nous l'avons dit, suivie maintenant par toute la jurisprudence a une opinion bien arrêtée. Il est regrettable, au point de vue de l'équité, notamment en ce qui concerne les mineurs de 13 ans, que de tous jeunes enfants qui devraient appeler la sollicitude du juge soient les victimes de ces subtilités juridiques. Cependant, toute réparation ne leur est pas enlevée car il

(1) Voir dans le sens de l'application de la loi aux mineurs de 13 ans :

Aix : 5 mars 1904, (R. A. T., 1904, 121).

Lyon : 24 déc. 1907, (R. A. T., 1907, 421) et 9 juillet 1908, (R. A. T., 1908, 255).

Amiens : 25 mai 1909 (R. A. T., 1909, 351).

leur reste, malgré les inconvénients que nous avons signalés au début de cette étude, les armes du droit commun. L'art. 1382 n'exige pas en effet l'existence d'un lien contractuel entre l'auteur et la victime de l'accident, il suppose seulement que l'acte dommageable a été commis à l'égard d'un tiers.

Une faute, toutefois, devra être relevée ici contre le patron. Mais elle résulte suffisamment du fait par ce dernier d'avoir embauché sciemment, ou sans s'être au préalable assuré de son âge exact, un mineur de treize ans. C'est cette faute qui est génératrice de l'accident, car si le patron n'avait pas commis de contravention, l'enfant n'aurait pas été appelé à travailler et aucun accident ne l'aurait frappé.

La victime obtiendra donc la réparation intégrale du préjudice qui lui a été causé dans son *habitus corporis*, alors qu'en vertu de la loi de 1898 elle n'aurait reçu que des indemnités très faibles en raison du mode de calcul de son salaire de base.

On discute donc sur le point de savoir si la jurisprudence de la Cour de cassation ne crée pas une situation favorable aux mineurs, et s'il y a lieu d'en souhaiter le revirement, et, au besoin une modification dans le texte de la loi. Cette question a été débattue à l'Assemblée générale de l'Association Nationale pour la protection légale des travailleurs, à la séance du 7 avril 1913 (1).

(1) Voir sur cette question le rapport de M. Capitant.

QUATRIÈME PARTIE

Les personnes protégées dans l'Agriculture

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 30 JUIN 1899

Qu'entend-on par conduite ou service du moteur ou de la machine.
— Inutilité d'un contrat de travail préalable pour l'application de la loi. — L'accident doit être le résultat de l'emploi normal ou du fonctionnement de la machine.

Ainsi que nous l'avons signalé la loi du 30 juin 1899 apporte une sérieuse dérogation au droit commun de la législation sur les accidents du travail en s'étendant à certaines personnes qui ne sont ni les ouvriers ni les employés du chef d'entreprise et auxquelles on attribue un

salaire hypothétique pour leur permettre de se prévaloir du principe du risque professionnel.

C'est pour cette raison que la disposition visant les accidents causés par des machines à moteurs inanimés a fait l'objet d'une loi spéciale au lieu d'être incorporée purement et simplement à celle de 1898.

Les règles relatives à la nécessité d'un contrat de travail et que nous avons étudiées plus haut n'ont donc pas lieu d'être appliquées ici.

..

Donc, dit le texte de la loi de 1899, seront protégées toutes personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service du moteur ou de la machine, c'est-à-dire tous ceux qui sont en contact direct avec ce moteur ou cette machine, qui s'agitent « dans leur champ ou rayon d'action » pour employer les propres expressions du rapporteur au Sénat.

Par la conduite du moteur on doit entendre le personnel assez restreint de mécaniciens, chauffeurs, chargé de le mettre en mouvement, de le diriger, de le régler « pour lui faire produire force et travail », mais le service du moteur comprend tous les travailleurs qui, à des titres divers « col-
« laborent de façon directe, d'un commun effort à l'opération qui s'exécute » (Rapport de M. Mirman à la Chambre).

C'est l'ouvrier occupé à introduire les gerbes dans la bat-

teuse, le botteleur qui prend la paille sur le tablier de la machine, etc.

Cependant il n'engloberait pas certains travaux accessoires comme la mise en barge des gerbes battues, le transport d'eau ou de charbon nécessaire à la machine (Trib. Limoges, 29 déc. 1899, *Rec. ac. trav.*, 1900, 8), (Cour Limoges, 15 juin 1901, *Rec. ac. trav.*, 1904, 387 ; Sachet, *op. cit.*, 936 et sq. ; Loubat, 387), car ces opérations n'étant pas susceptibles d'exposer le travailleur aux atteintes du moteur ou de la machine, la loi ne saurait dans ce cas, comme nous le verrons, être applicable.

Et il exclurait, cela va de soi, les passants, visiteurs, hôtes, curieux, blessés par la machine sans participer d'aucune manière au travail. Il est bien évident, en effet, que si, comme nous le constaterons, le législateur a substitué dans ce cas particulier pour l'application du risque professionnel au contrat passé entre le patron et l'ouvrier le fait matériel du travail, indépendamment de tout accord préalable des parties » (Sachet), faut-il encore que l'accident soit arrivé au cours d'une opération utile aux travaux de battages. Et ce ne serait pas le cas du promeneur, qui fortuitement, par exemple, serait blessé par l'explosion de la chaudière.

Toute personne « quelle qu'elle soit » qui apporte dans les conditions spécifiées par la loi le concours de son travail sera appelée éventuellement à en recueillir le bénéfice.

Il importe donc peu que la victime ait été embauchée par

l'exploitant du moteur ou par l'agriculteur pour le compte duquel les opérations s'exécutent, qu'elle donne un simple coup de main, ou qu'elle rende à charge de réciprocité un service absolument gratuit au fermier ; il n'est pas nécessaire non plus que la victime ait été appelée par l'exploitant. Elle serait donc en droit de réclamer le bénéfice de la loi si elle travaillait à son insu, apportant un concours spontané, pourvu naturellement que ce concours ait été utile et qu'on puisse la comprendre dans les personnes occupées « à la conduite ou au service de la machine ».

Il reste à se demander si la loi s'appliquerait même à l'aide qui se serait imposé, malgré la défense formelle de l'exploitant (1), quitte à voir seulement dans cette circonstance une faute inexcusable de la part de l'ouvrier de nature à réduire le montant de l'indemnité à laquelle il pourrait prétendre. M. Sachet estime (*op. cit.*, 950) qu'une simple protestation serait insuffisante à dégager sa responsabilité, et que l'exploitant doit manifester sa volonté en arrêtant son moteur, le fait de mettre ou de laisser la machine en activité impliquant l'acceptation par lui de tous ses collaborateurs effectifs. M. Loubat est d'avis, au contraire, qu'un individu venant subrepticement coopérer au travail ne pourrait bénéficier de notre législation protectrice qui exige le consentement tout au moins tacite de la personne responsable (Angers, 16 janvier 1900, S., 1901, 2, 89.

(1) Douai, 5 juin 1901, R. A. T., 1902, 43.

Chambéry, 12 juillet 1905). Cependant, nous le répétons, la loi répudie toute distinction et c'est ici le fait matériel du travail qui donne naissance à ce droit à indemnité. Mais l'application de la faute inexcusable est susceptible, en réalité, de priver la victime de toute réparation puisque les juges ont une entière latitude dans ce cas pour réduire la pension de l'ouvrier jusqu'à d'infimes proportions.

Et la solution que nous donnons ne devrait pas changer non plus si la victime était liée avec l'exploitant par un degré de parenté très rapproché : son fils ou sa femme, serait-elle le fermier lui-même (1) ; ou si elle se trouvait dans une situation ne lui permettant pas régulièrement de conclure un contrat de travail : prisonniers, aliénés, jeunes détenus, ou dont le contrat sous l'empire de la loi de 1898 serait entaché d'un vice susceptible d'en entraîner la nullité.

Il n'y a pas à s'étonner : toutes les règles que nous avons précédemment étudiées sont ici bouleversées, puisque l'existence d'un contrat de travail régulier n'est pas nécessaire pour l'application de la loi.

Et pourquoi ce libéralisme ?

Cela tient aux conditions spéciales des travaux à la campagne, particulièrement des opérations de battages. Il faut voir en effet comment les choses se passent dans la réalité.

La plupart du temps l'exploitant de la machine arrive

(1) Poitiers, 23 mars, 1908, (S., 1909, 2, 78.)

chez le propriétaire avec un personnel très réduit, il compte sur l'assistance des gens de la ferme pour lui fournir le personnel auxiliaire non spécialisé qui sera appelé au service du moteur. Le cultivateur pour lequel on va battre met donc à sa disposition, en vue de l'accélération du travail, ses ouvriers agricoles, ses valets de ferme, les membres de sa famille, souvent aussi sa propre personne. Il fait même appel outre les gens qu'il loue, à ses voisins ou à ses amis, fermiers comme lui, à charge de revanche quand on battra chez eux, et à tout un personnel de fortune qui se trouve réuni là par des hasards différents : des écoliers en promenade, des militaires cantonnés aux environs, des touristes aux champs.

Tous, salariés ou non participent à la besogne commune « il serait donc souverainement injuste en droit et funeste « au point de vue social d'établir une différence entre les « uns et les autres » (M. Mirman). Décider autrement c'eût été exclure du bénéfice de la loi un grand nombre de personnes dont beaucoup sont d'humbles travailleurs et les exposer sans recours bien efficace à des accidents particulièrement graves (1).

Le champ d'application de la loi du 30 juin 1899 est donc sur un certain point plus étendu que celui de la loi du 9 avril 1898 puisqu'elle n'exige pas la perfection d'un con-

(1) Voir Sachet, (*op. cit.*, 915 et sq.), Baudry-Lacantinerie et Wahl (*op. cit.*, n° 1901 sq.), Sourdat (*Traité Responsabilité civile*, n° 1449 sq.), Larnaude (*Les accidents du travail dans l'agriculture*).

trat de travail entre la victime et un entrepreneur ; et nous avons vu combien de personnes étaient privées de toute protection à défaut de ce lien juridique.

Mais d'autre part la responsabilité du chef d'entreprise est beaucoup plus restreinte. Alors que les lois de 1898 et de 1906 demandent seulement pour entrer en jeu que l'accident soit survenu par le fait ou à l'occasion du travail (et on n'ignore pas l'interprétation singulièrement large qui a été faite de ces termes par la Cour suprême puisque maintenant sont réputés accidents professionnels non seulement les accidents ayant une corrélation directe avec le travail, mais ceux qui n'ont avec lui qu'un rapport très éloigné — rixe entre ouvriers même pour un motif étranger au travail ; faits de guerre : explosion d'un obus ou d'une bombe ennemie, à la condition que ces accidents se soient produits sur les lieux de l'exploitation), au contraire, la loi du 30 juin 1899 ne peut être invoquée que si l'accident est le résultat de *l'emploi normal ou du fonctionnement de la machine* (1).

Nous n'avons pas à entrer ici dans de longs développements, cela dépasserait le cadre de notre sujet, qui ne doit pas comprendre l'étude des accidents constituant le risque professionnel. Cependant en raison de la nature particulière de la loi de 1899, nous devons dire brièvement à quelles conditions les personnes occupées à la conduite ou

(1) Cass., 4 août 1902 (R. A. T., 1902, 240).

au service de la machine peuvent prétendre à la protection légale.

Il est nécessaire, principe général, qu'il y ait une relation de cause à effet entre l'emploi du moteur et l'accident (cela se justifie par cette considération qui a guidé le législateur de n'appliquer le risque professionnel à l'agriculture que pour des travaux spécialement dangereux), soit que la machine ait été la cause directe de cet accident (action des engrenages, explosions, jets de vapeur, escarbilles brûlantes) soit qu'elle en ait été la cause indirecte, mais certaine (chute causée par la trépidation du moteur). Il y a sur ce point unanimité de la doctrine et de la jurisprudence. Il n'en est pas de même quand il convient de décider si la loi peut s'appliquer en certaines circonstances, lorsque la machine n'est pas encore en fonctionnement ; par exemple au cours d'opérations se rattachant au travail technique (mise en place, montage ou démontage de la machine, de la courroie de transmission, etc...), mais non s'il s'agit de déplacement ou de transport de la machine qui sont complètement étrangers à ce travail technique.

Ici la jurisprudence qui ne semble pas varier, refuse l'application de la loi. Au contraire, MM. Loubat, *op. cit.*, 292 et sq.). Sachet (*op. cit.*, 940, sq.). Baudry-Lacantinerie et Wahl (*op. cit.*, n° 1904) estiment que le texte de la loi comprend ces différentes opérations qui sont rendues nécessaires uniquement en raison de ce que la machine a été ou va être utilisée. Et cette interprétation est certainement la plus logique, car ici non plus, quand elle parle des

accidents occasionnés par *l'emploi* de machines agricoles mues par des moteurs inanimés la loi ne distingue pas.

Il nous reste un mot à ajouter sur la distinction nécessaire des ouvriers agricoles employés aux travaux secondaires et des ouvriers de l'exploitant généralement occupés à la direction de la machine. Ces derniers sont la plupart du temps des salariés liés par un contrat de travail permanent et régulier avec l'exploitant. Si donc celui-ci peut être considéré comme un industriel ils seront protégés contre tous les accidents, quels qu'ils soient, survenus par le fait ou à l'occasion du travail, même s'ils ne résultent pas de l'emploi normal ou du fonctionnement de la machine, non en vertu de la loi du 30 juin 1899, mais en vertu de la loi du 9 avril 1898.

CHAPITRE II

LA LOI DU 13 JUILLET 1914

Sphère d'application quant aux personnes protégées.

Quant à la loi du 15 juillet 1914, qui assujettit au principe du risque professionnel les coupes ou exploitations forestières dont la superficie dépasse trois hectares, elle n'apporte pas de modifications en ce qui concerne la nécessité d'un contrat de travail, aux règles que nous avons précédemment exposées, lorsque nous avons étudié le régime des ouvriers et employés placés sous la protection des lois de 1898 et de 1906.

« La responsabilité du chef d'entreprise » dit expressément l'art. 3 « s'étend aux ouvriers et employés de l'exploitation à la condition pour la victime ou ses ayants droit d'établir la preuve de l'embauchage ».

C'est absolument le système de la loi de 1898. Les termes « ouvriers et employés » sont les mêmes que ceux de l'art. 1^{er} de la dite loi : quant au contrat de travail à l'exis-

tence duquel est subordonnée son application il doit remplir les conditions que nous savons et sur lesquelles nous ne reviendrons pas. Il nous faut toutefois noter que le contrat de travail aura sans doute des modes particuliers en raison des conditions tout à fait spéciales dans lesquelles s'effectuent les opérations de la sylviculture : paiement à la tâche, fourniture des outils par l'ouvrier, assez grande latitude dans l'exécution de l'ouvrage ; mais bien entendu, si relâché qu'il soit le lien de dépendance ou de subordination devra subsister sans quoi nous tomberions dans le contrat d'entreprise pur et simple.

La commission du Sénat, lors de la discussion de la loi, voulait même apporter une aggravation à ce régime en exigeant que la personne responsable agréée avant l'accident, *nommément et par écrit*, les ouvriers, les employés et les auxiliaires que ceux-ci s'adjoignaient, même si ce n'était pas elle qui embauchait et payait ces travailleurs.

C'était à cette condition, disait le rapporteur, que des fraudes pouvaient être évitées et des assurances régulièrement contractées. En effet il y aurait faute inexcusable de la part d'un patron à employer des vieillards, des enfants ou des infirmes à des opérations périlleuses comme l'ébranchage des grands sapins de nos forêts. Il fallait donc que ces collaborateurs fussent connus de l'exploitant pour que sa responsabilité soit engagée. Il en résultait ainsi que l'individu qui sans avoir accompli les formalités légales prêterait bénévolement son aide spontanée à un ouvrier de

l'exploitation n'aurait pas d'autres recours contre le chef d'entreprise que celui du droit commun.

La Chambre n'admit pas le *modus vivendi* proposé par le Sénat. Elle a redouté, malgré les progrès de l'instruction, que les populations ne se soumettent pas facilement aux formalités de l'embauchage par écrit. C'est pourquoi elle a supprimé la disposition votée par le Sénat car, disait M. le rapporteur Dumas, « les chantiers individuels dispersés « dans la coupe, la facilité de l'embauchage résultant des « coutumes de certaines régions, ont fait apparaitre à la com- « mission que les intérêts des employeurs restaient entière- « ment sauvegardés en laissant à la victime ou à ses ayants « droit la charge de prouver l'existence du contrat d'embauchage en même temps que la réalité de l'accident ». Le Sénat, sur les observations du ministre, ratifia la modification apportée à son texte et c'est ainsi que fut rédigé l'article 3 de la loi.

CONCLUSION

Enumération des personnes non encore protégées. — Propositions de lois dont certaines catégories d'entre elles ont été l'objet. — Domestiques attachés à la personne : le projet de loi de la chambre du 25 juin 1913. — Personnel des établissements d'assistance et hospitalisés. — Détenus. — Ouvriers et employés des administrations publiques. — Travailleurs de l'agriculture : le projet de loi de la Chambre du 18 mai 1915.

Faut-il également assujettir les travailleurs des professions libérales, ceux qui sont employés par un individu n'ayant pas la qualité d'industriel ou de commerçant, les travailleurs à domicile, les tâcherons ? — Peut-on étendre notre législation au salariat tout entier ?

L'œuvre qui reste à accomplir.

Nous avons essayé, au cours de cette étude, de rechercher à quelles catégories de travailleurs s'appliquait aujourd'hui la théorie du risque professionnel et à cet effet, après avoir examiné les lois successives, qui par étapes, ont élargi le cercle de cette législation nous nous sommes efforcés en partant de ce principe qu'un contrat de travail est nécessaire pour l'application de la loi de fixer les limites du risque professionnel au sein même des professions assujetties.

Il nous a été ainsi permis de constater que notre législation était loin de s'étendre à tout le monde du travail. Pour terminer cette étude nous nous attacherons donc à rechercher les personnes qui ne jouissent pas encore d'une protection spéciale ; nous examinerons les diverses propositions de lois dont certaines catégories d'entre elles ont été l'objet et nous aurons enfin à nous demander l'œuvre qui reste à accomplir pour étendre le bénéfice de la loi, sinon à tout le salariat, du moins à tous les ouvriers, employés, domestiques qu'un contrat de travail lie à un employeur quelconque.

*
* * *

Donc, en l'état actuel, restent sous l'empire du droit commun : parmi les salariés au service d'un employeur non assujetti :

1° Les ouvriers travaillant pour le compte d'un particulier, qui n'a pas la qualité de chef d'entreprise dans le sens de la loi de 1898 ;

2° Les domestiques attachés exclusivement à la personne ;

3° Le personnel des laboratoires, amphithéâtres, hospices, écoles et établissements d'enseignement qui ne sont pas des entreprises commerciales ou industrielles ;

4° Le personnel de bureau des professions libérales, les clercs des officiers ministériels ;

5° Le personnel des établissements publics, en ce qui

concerne, du moins, les agents dits « commissionnés » ;

6° Les domestiques et ouvriers de l'agriculture, sauf les restrictions des lois des 30 juin 1899 et 15 juillet 1914.

Et parmi les professions assujetties :

1° Les travailleurs qui ont conclu avec l'employeur un contrat d'une autre nature qu'un contrat de travail : contrat d'entreprise, mandat, association ;

2° Les prisonniers auxquels le travail est imposé comme accessoire de la peine ;

3° Les militaires détachés dans les entreprises privées et dont les accidents sont réputés survenus en service commandé ;

4° Les ouvriers dont le contrat de travail est entaché d'une nullité relative, comme le dol, ou absolue si la cause en est illicite (mineurs de treize ans non pourvus de certificats d'études primaires et d'aptitude physique, notamment).

• •

Nous allons maintenant étudier les propositions de lois dont certaines catégories de ces travailleurs ont été l'objet. Plusieurs d'entre elles ont déjà été consacrées par un vote de la Chambre des députés.

Domestiques attachés exclusivement à la personne.

Il est probable que si le législateur n'avait pas eu depuis quelques années des soucis plus pressants, la proposition

adoptée le 25 juin 1913 par la Chambre des députés et étendant la législation sur les accidents du travail « aux domestiques, gens de maison, serviteurs à gages, concierges et « salariés du même genre à un titre quelconque, attachés « ou non à la personne », serait actuellement passée en force de loi.

Nous devons remarquer que le législateur a apporté ici une nouvelle dérogation au principe du risque professionnel tel que nous l'avons défini, et d'où il résulte que la responsabilité des accidents du travail incombe aux seuls *chefs d'entreprise* qui peuvent en inscrire la charge dans les frais généraux de leur exploitation. Les domestiques attachés à la personne étant admis au bénéfice de la loi, leurs patrons se trouveront ainsi, du fait de l'assurance, « surchargés » « d'un impôt, minime sans doute, mais dont ils garderaient « toute la charge ».

(Rapport Mirman, trav. préparatoires loi du 12 avril 1906).

Mais ce sont des considérations impérieuses d'équité qui ont ici dicté la solution au législateur. Il est en effet inadmissible pour reprendre un autre exemple de M. Mirman que deux hommes de peine qui se brisent les jambes en tombant d'une échelle, tandis qu'ils sont occupés à laver les carreaux aient au point de vue légal des situations différentes ; que l'un jouisse d'une protection spéciale parce qu'il exécutait ce travail pour le compte d'une entreprise commerciale et que l'autre en soit privé parce qu'il l'exécutait chez un particulier.

Personnel des établissements d'assistance et hospitalisés.

Nous savons que les hospices, hôpitaux, asiles, n'ayant aucun caractère industriel ou commercial (à moins qu'il ne s'agisse de maisons de santé privées), ne sont pas assujetties à notre législation. Il en est de même pour les établissements d'assistance par le travail ou les hospitalisés sont occupés dans un but curatif et moralisateur plutôt que dans un but lucratif, à moins que ces établissements, par leur organisation ne revêtent un véritable caractère industriel (voir *in/ra*, p. 77) une protection serait cependant pour eux, comme pour les prisonniers, d'autant plus nécessaire que déjà physiquement diminués et trouvant à grand'peine du travail, ils seront alors complètement réduits à l'état de non-valeurs pour peu qu'un accident vienne à les priver de tout ou partie de leur capacité ouvrière.

C'est pourquoi, au cours de la précédente législature (28 janvier 1908) il a été déposé une proposition de loi assujettissant les établissements hospitaliers à la législation sur les accidents du travail, pour le personnel qu'ils emploient ainsi que pour les hospitalisés occupés, fut-ce momentanément, par ces mêmes établissements comme ouvriers ou employés. Cependant la loi de 1898 ne s'appliquerait pas purement et simplement à ces derniers eu égard à leur situation particulière qui ne leur permet de travailler que quelques heures par jour à un travail grossier et présentant en raison de leur état physique des risques spéciaux. Ainsi leurs indemnités seraient calculées sur le quart du salaire le plus bas alloué à un ouvrier libre pour un travail

semblable à celui au cours duquel l'hospitalisé aurait été blessé.

De même en ce qui concerne les *détenus* le gouvernement a également déposé le 28 janvier 1908 sur le bureau de la Chambre une proposition de loi les faisant bénéficier, pour les accidents dont ils peuvent être victimes au cours de leur travail, que celui-ci soit exécuté en régie ou au compte d'un entrepreneur, des indemnités prévues par notre législation, mais dans des proportions moindres que les ouvriers libres. Les représentants de l'administration pénitentiaire étaient hostiles à cette extension estimant que ces accidents constituaient un risque particulier de l'application de la peine. Il faut cependant considérer que dans certaines maisons d'arrêt le travail est organisé industriellement, comme une véritable manufacture ; que le détenu est exposé aux mêmes risques qu'un ouvrier à l'usine et on ne doit pas oublier surtout que les difficultés de reclassement seront rendues plus graves encore en cas d'accident (1).

Cependant, comme pour les hospitalisés il s'agit là

(1) A la séance du 7 juin 1909 M. le député Lasies a également déposé lors de la discussion du projet de loi sur les conseils de guerre un amendement ayant pour objet d'étendre la législation sur les accidents du travail aux détenus militaires employés à la main-d'œuvre civile. Cet amendement fut retiré sur la promesse du gouvernement d'obliger, par le cahier des charges, les entrepreneurs, adjudicataires dans les prisons, pénitenciers militaires ou ateliers des travaux publics, à prendre à leur charge la responsabilité des accidents dont les détenus militaires seraient victimes dans leur travail.

plutôt que d'une responsabilité encourue en vertu du risque professionnel à proprement parler, d'un devoir d'assistance, d'une protection humaine « couvrant l'ouvrier contre le « danger de l'outil, sans les subtilités juridiques du rapport « contractuel entre le propriétaire de l'outil, et celui qui « le manie » (Roux, *Bulletin ac. trav.*, 1902, p. 593 et sq).

Dans le même ordre d'idées nous nous bornons à signaler la proposition Ghesquière du 23 Mars 1908 tendant à adapter les principes essentiels de la loi du 1898 à la réparation pécuniaire des accidents et maladies dont les *soldats* sont victimes *par le fait ou à l'occasion du service militaire* ce qui aurait pour résultat de les protéger contre les risques par eux courus lorsqu'ils sont détachés dans des entreprises privées ou des compagnies de transport pour les besoins de la défense nationale.

Constatons une fois de plus que nous sommes ici loin de la pensée initiale qui inspirait le législateur de 1898 lorsqu'il n'entendait imposer la charge du nouveau principe qu'aux industries et encore aux seules particulièrement meurtrières.

En ce qui concerne *les ouvriers et employés des administrations publiques* :

Nous savons que la jurisprudence ne fait en général bénéficier du risque professionnel que les agents qui ne sont pas compris dans le cadre permanent et qui peuvent être assimilés à de simples salariés (voir *infra*, p. 83) ; au con-

traire, restent soumis aux règles de responsabilité établies par le droit administratif et la loi de 1853 les fonctionnaires publics qui ne sauraient être liés avec l'administration par un véritable contrat de travail. Cependant à divers points de vue, les dispositions de la loi de 1898 sont plus favorables que celles de 1853 aux victimes d'accidents.

Pour cette raison et aussi à l'effet de mettre un terme aux hésitations de la jurisprudence le gouvernement a déposé le 14 juin 1907 une proposition de loi tendant à assujettir à la législation protectrice tous les ouvriers occupés dans les exploitations et travaux de l'Etat ainsi que certaines catégories d'employés qui par des services d'exécution ou de surveillance concourent immédiatement aux travaux des ouvriers et partagent leurs risques. Cependant, le personnel des administrations centrales ou les fonctionnaires occupant des emplois sédentaires, qui ne courent pas de risques sérieux d'accidents ne seraient pas compris dans cette proposition.

C'est ici l'esprit même de la loi de 1898 qui a dicté cette exclusion : mais pourquoi, encore une fois, vouloir traiter différemment deux individus, en cas d'accident, sous le prétexte que leur travail les expose à des risques inégaux ; le principe du risque professionnel réprouve cependant toute distinction.

Accidents du travail agricole.

Nous connaissons les lois des 30 juin 1899 et 15 juillet 1914 qui ont étendu le bénéfice du principe protecteur aux

accidents dont sont victimes les individus quels qu'ils soient occupés à la conduite ou au service des machines ou moteurs inanimés, et les ouvriers des coupes forestières de plus de trois hectares. Sauf ces réserves les lois sur les accidents du travail ne s'appliquent pas encore à l'agriculture.

Cette exclusion est certainement regrettable, et la nécessité d'une extension de la législation sur ce point se justifie à la fois par des considérations d'équité et d'intérêt social.

D'un part, la statistique nous démontre que l'agriculture blesse et tue plus de travailleurs que dans la plupart des industries assujetties. On ne peut donc expliquer la situation légale du travailleur des champs en disant que son métier ne l'expose pas à des risques bien nombreux ; et encore cet argument serait-il sans valeur. Pourquoi, en effet (on nous excusera d'insister en reprenant toujours la même comparaison, mais c'est l'argument de la logique et du bon sens) traiter différemment le charretier d'une entreprise commerciale et celui d'un fermier qui exécutent absolument le même travail sans jouir d'une protection identique, ou encore le bûcheron occupé à abattre des arbres dans une exploitation forestière de plus de trois hectares et son camarade qui fait le même ouvrage dans une coupe ne remplissant pas cette condition de superficie ?

Raisons d'intérêt social, disions-nous encore. On se plaint du dépeuplement des campagnes et de l'émigration de nos vieux paysans de France vers les villes ; et l'on dit que l'agriculture, autrefois une « des mamelles de la France » court maintenant à la ruine ; que le législateur ne

laisse pas dans la misère l'ouvrier des campagnes victime de la fatalité et on contribuera à le retenir à la terre.

A tout cela on répondait que l'agriculture ne pourrait supporter un charge aussi pesante, qu'il n'y avait d'autre part aucune comparaison possible entre l'ouvrier des usines et celui des champs, que notamment les conséquences des accidents étaient moins dures à la campagne qu'à la ville, en raison de la solidarité qui règne entre les habitants d'une même localité, et aussi de ce fait que la plupart des travailleurs agricoles ont généralement un petit bien, ne serait-ce qu'un jardin, ce qui leur permet d'échapper à un dénuement complet.

Outre que ces objections manquaient d'humanité elles étaient démenties par le spectacle que nous offraient nos voisins, Allemagne, Angleterre, ou, suivant des modalités diverses, le système qui avait assujéti l'agriculture au principe du risque professionnel fonctionnait sans froissements.

On a fini par le comprendre et depuis plus de quinze ans la loi est en préparation sur le chantier parlementaire. Elle n'est d'ailleurs pas encore près d'aboutir.

Ce fut d'abord une proposition de M. Mirman inspirée des données de la loi allemande et qui comportait le principe de l'assurance obligatoire. Puis le 5 novembre 1906, le gouvernement présenta un projet mûrement élaboré par une commission interministérielle et édifié sur d'autres bases

qui fut examiné, retouché et finalement adopté par les commissions de trois législatures.

Ce projet vint pour la première fois en discussion à la Chambre des députés lors de la séance du 12 mars 1915. Le 18 mai fut adoptée l'ensemble d'une proposition de loi dont les principales dispositions étaient les suivantes :

La législation sur les accidents du travail était applicable sous réserves des dérogations stricti juris apportées par le texte de la loi, aux ouvriers, employés, domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne occupés dans les exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient, ainsi que dans les exploitations de dressage et entraînement, haras, entreprises, dépôts ou magasins de vente se rattachant à des exploitations agricoles qui ne seraient pas soumises à la loi de 1906 et aussi lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement dans toutes exploitations industrielles et commerciales qui lui sont annexées.

Les propriétaires, fermiers, métayers exploitant une étendue inférieure à 5 hectares ou dont le revenu imposable ne dépasse pas 600 francs, qui travaillent d'ordinaire seuls et avec l'aide d'un seul ouvrier et des membres de leur famille, ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs, alliés au même degré n'étaient pas assujettis même s'ils employaient temporairement un ou plusieurs collaborateurs salariés ou non (art. 1^{er}).

Étaient assimilés aux ouvriers agricoles au point de vue de l'application de la loi les individus occupés, même par

des particuliers à l'entretien et à la mise en état des jarlins et des parcs (art. 2).

L'article 3 donnait une nouvelle extension en faveur des travailleurs habituellement employés à des travaux agricoles et accidentellement occupés à d'autres travaux ne relevant pas du risque professionnel.

L'article 4 permettait aux exploitants non assujettis, sous la condition de contracter une assurance, de placer les membres de leur famille et leurs collaborateurs occasionnels dans le domaine d'application de la nouvelle loi et de s'y placer eux-mêmes ainsi que les exploitants assujettis et ceux qui travaillent seuls, sous la même condition.

Les personnes qui adhèreraient ainsi à la législation sur les accidents du travail sans y être obligées s'assureraient dans des conditions particulièrement avantageuses à des sociétés mutuelles cantonales, l'Etat prenant à sa charge, à titre de subvention, la moitié au maximum des cotisations qu'elles devraient payer.

Ce texte appelle plusieurs observations : Le projet de loi qui englobe toutes les opérations de l'économie rurale a été adaptée autant que possible aux conditions particulières du travail à la campagne et c'est pourquoi, comme la loi du 30 juin 1899, elle apporte certaines dérogations au principe du risque professionnel, tel que nous l'avons défini.

C'est ainsi qu'elle s'applique aux domestiques, même à ceux qui sans être exclusivement attachés au maître lui rendent habituellement des services personnels et sont

occupés de temps en temps aux travaux de la ferme ; aux collaborateurs non salariés qui prêtent leur concours dans l'espoir de recevoir eux-mêmes du patron des services identiques, et qu'elle étend sa protection aux accidents ne relevant pas d'un travail agricole, dont sont victimes les individus habituellement occupés à des travaux assujettis, tel le domestique tenant le dimanche l'emploi de rabatteur dans une chasse, et à ceux survenus aux ouvriers occupés *même chez des particuliers* à la mise en état des jardins et des parcs, alors que l'art. 1^{er} de la loi de 1898 s'applique seulement aux chefs d'entreprise.

Toutes ces extensions s'expliquent aisément si l'on veut bien considérer que la conception première du risque professionnel s'est singulièrement élargie et que la législation sur les accidents du travail vise à comprendre dans son domaine toutes les personnes victimes d'un accident au service d'un employeur quelconque et au cours d'un travail dont la nature est indifférente. Autrement, on ne comprendrait pas comment il est possible, par exemple, que le législateur se propose d'assujettir un simple particulier pour l'entretien de ses parcs et jardins s'il regarde toujours l'accident comme le risque d'une profession déterminée devant figurer comme prix de revient dans les frais généraux de l'industrie.

Enfin, inspiré par le désir, comme le législateur de 1898 pour la petite industrie, de ne pas faire supporter de charge trop lourde aux exploitants les plus modestes le projet de loi prescrit le non-assujettissement de l'agriculteur travaillant

seul ou avec l'aide d'un seul domestique ou de parents à un degré très rapproché, même s'il fait appel de temps à autre à la collaboration d'auxiliaires.

Nous n'hésitons pas à dire que cette disposition est très fâcheuse, car on supprime d'un trait de plume la protection à un contingent considérable de travailleurs. Il est vrai que la loi permet à leur patron de les placer ainsi que les membres de sa famille et de se placer lui-même sous le régime du risque professionnel en s'assurant dans des conditions avantageuses.

Tout cela est fort bien, et nous aurions admis ce tempérament si pour ces petits exploitants le législateur avait décrété l'assujettissement obligatoire, mais il ne l'a pas fait.

C'est pourquoi au cours de la discussion de la loi plusieurs amendements ou contre-projets avaient été déposés tendant à laisser à la charge de l'Etat les risques d'incapacité permanente et de mort courus par le petit exploitant pour les accidents qui surviendraient à son personnel ; car disait-on, il ne faut pas créer des assujettis obligatoires et des assujettis facultatifs. Mais toutes ces propositions avaient été repoussées, car elles constituaient des modes particuliers d'assurance par l'Etat, négation pure et simple du risque professionnel ; il ne s'agissait plus alors d'une mesure d'assurance mais d'assistance pure et simple.

Tel est le projet voté par la Chambre, qui à notre connaissance, n'a pas encore donné lieu au dépôt d'un rapport de la commission du Sénat.

..

En admettant que tous ces projets aboutissent il serait à souhaiter que le législateur ne se désintéresse pas des autres catégories de travailleurs : les salariés des professions libérales, par exemple, qui, cela est évident, ne sont pas exposés dans l'exercice de leur fonction à des dangers bien extraordinaires, mais n'en sont cependant pas complètement exempts. Le clerc d'un officier ministériel qui juché sur une échelle recherche des dossiers peut fort bien en tombant se casser la jambe, et même se faire écraser, dans la rue, tandis qu'il fait une course pour son patron. A côté de lui l'employé de contentieux d'une Compagnie d'assurances, qui fait à peu près la même besogne, jouira de la protection légale, le cas échéant. Il en est de même pour le personnel des établissements d'enseignement, notamment celui qui est occupé à la manipulation d'explosifs — travail périlleux entre tous. Le garçon de laboratoire court des dangers autrement graves que l'employé de bureau d'une exploitation commerciale.

Mais dira-t-on ce serait faire échec au principe du risque professionnel que de lui accorder le bénéfice de notre législation, puisqu'il n'y a pas d'entreprise.

Il faudrait cependant comprendre que ce principe n'est pas forcément immuable ; nous avons vu l'extension qui lui avait été donnée au cours des dernières législatures et les sérieuses dérogations qu'on y avait déjà ou qu'on allait y apporter puisque le Sénat est appelé à consacrer par son

vote des projets de loi tendant à assujettir les domestiques attachés à la personne (et cependant il n'y a pas là de patron au sens de la loi de 1898) et d'autre part, certains travailleurs agricoles qui sont employés par de simples *particuliers* à l'entretien et la mise en état des jardins ou des parcs. Là non plus nous ne sommes pourtant pas en présence d'un chef d'entreprise. Mais le législateur a considéré objectivement, dans ce cas particulier, le travail exécuté.

Il serait à souhaiter que cette disposition soit généralisée ; cela permettrait aux ouvriers qui sont liés par un contrat de travail à un individu n'ayant pas la qualité d'industriel ou de commerçant de se prévaloir à son encontre et le cas échéant du risque professionnel : le maçon, le terrassier par exemple, employés par un propriétaire et sous sa seule direction à la construction et à la réparation d'une maison lui appartenant.

Puisqu'un but lucratif n'est pas forcément nécessaire pour entraîner l'application de notre législation, on ne voit pas ce qui, logiquement, s'opposerait à son extension dans ce sens. De même que l'industriel fait passer dans ses frais généraux la prime des risques assurés, de même le propriétaire devrait l'ajouter en supplément au prix de la main-d'œuvre et des matières premières (1).

(1) Cette solution devrait s'appliquer naturellement à l'ouvrière qui va « en journées » chez des particuliers : couturières, lingères, blanchisseuses.

Il est évident qu'elle est liée au maître par un véritable contrat de travail.

On peut se demander également s'il n'y aurait pas lieu d'étendre le principe du risque professionnel à certains travailleurs qui en sont exclus parce qu'ils sont considérés non comme des ouvriers dans le sens de la loi de 1898, mais comme des locateurs d'industrie. Ce sont ainsi, par exemple, l'ouvrière à domicile ou le tâcheron qui s'emploie en toute indépendance, aux humbles besognes qu'on lui confie. La condition sociale de ces travailleurs est certainement aussi modeste que celle des ouvriers de l'atelier ou du chantier qui sont occupés sous la direction immédiate d'un patron. Ce sont seulement des nécessités inhérentes soit à la personne de l'ouvrier soit à la nature de l'ouvrage à exécuter qui leur ont fait adopter cette forme de travail.

Néanmoins, quelque profit que le patron puisse retirer de leur activité il ne paraît pas possible de leur appliquer les principes essentiels de la loi de 1898 qui supposent un lien de subordination entre l'entrepreneur et la victime, se traduisant par le droit pour le premier de donner des ordres auxquels la seconde a le devoir de se soumettre.

On s'expliquerait en effet assez difficilement comment un patron pourrait être tenu de réparer les conséquences d'accidents qu'il n'a pu ni prévoir, ni empêcher puisque le travail s'exécutait en dehors de lui.

Un autre obstacle et ce ne serait pas le moins sérieux résiderait dans les difficultés de la preuve.

Lors de la discussion à la Chambre de la loi de 1906 il fût question de faire bénéficier de la législation sur les

accidents du travail tout le « salariat », mais il ne fût pas donné suite à cette proposition.

Ce terme relève en effet de l'économie politique plutôt que du droit, et puis son imprécision et son élasticité mêmes empêchent d'en connaître exactement les limites, de sorte qu'on risquerait par cette extension « d'accorder, comme le disait M. Mirman », le bénéfice de la loi à un grand nombre de personnes qui semblent vraiment n'en pas devoir jouir ».

*
* *

Sans aller jusque-là, l'œuvre qui reste à accomplir est encore belle et grande. Nous avons examiné toutes les propositions d'extension de la loi dont le Parlement était saisi : il convient de les faire aboutir au plus vite sans s'arrêter surtout à cette idée maintenant condamnée que seuls les travailleurs exposés à des dangers particuliers doivent appeler la sollicitude du législateur, et que les autres n'en sont pas dignes parce qu'ils sont victimes « d'une fatalité plus rare » ce qui est injuste et inhumain. Enfin, il faudrait appliquer le principe protecteur à tous les ouvriers, sans distinction, occupés par un industriel comme par un particulier. Les accidents ne seraient plus alors seulement le risque *de la profession* mais bien le risque *du travail*.

Et parallèlement on devrait s'efforcer par le vote de la loi sur les maladies professionnelles, par la révision du

calcul des indemnités, par les modifications à apporter à la procédure, de perfectionner les rouages mêmes de ce principe qui est vraiment un instrument de paix publique.

Et cette nécessité sera encore plus pressante au lendemain de la victoire devant l'œuvre de reconstitution nationale qui va s'imposer à l'activité de chacun, et qui exigera au lieu d'une lutte de classes stérile, une collaboration étroite et féconde entre le capital et le travail qu'on ne doit pas considérer autrement que comme des associés ayant des droits et des devoirs réciproques.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président,

Raoul JAY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. POINCARÉ.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

SACHET. — *Traité de la législation sur les accidents du travail*, 3^e éd.

CABOUAT. — *Traité des accidents du travail*.

LOUBAT. — *Traité sur le risque professionnel*, 3^e éd.

SERRE. — *Les accidents du travail*, éd. 1906.

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Du Louage*, t. II, 3^e éd.

AUBRY et RAU. — *Traité de Droit civil*, t. V, 5^e éd.

CAPITANT. — *Cours de législation industrielle*, éd. 1912.

BRY. — *Cours de législation industrielle*, éd. 1912.

CAPITANT. — *Les accidents du travail survenus aux enfants de moins de treize ans* (Rapport à l'Association pour la protection légale des travailleurs, 1913).

LARNAUDE. — *La loi sur les accidents du travail et l'agriculture*.

MARTINI. — *La notion du contrat de travail*. Thèse, Paris, 1912.

Sirey.

Dalloz.

Revue judiciaire des accidents du travail.

Recueil des accidents du travail.

Recueil de la Gazette des Tribunaux.

Recueil de la Gazette du Palais.

Journal Officiel.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

La réparation des accidents du travail sous l'empire du Code civil	1
Le système de Sainctelette et Sauzet	2
Le système de Saleilles et Josserand	3
Le système du risque professionnel. — Sa justification. . .	4
Conception nouvelle du risque professionnel	6
Plan de l'étude	8

**Conditions requises pour que le travailleur bénéficie
de la protection légale.**

PREMIÈRE PARTIE

**Assujettissement de l'entreprise à la législation
sur les accidents du travail.**

CHAPITRE PREMIER

DES ENTREPRISES ASSUJETTIES

A. — La loi du 9 avril 1898	11
---------------------------------------	----

Assujettissement de l'industrie du bâtiment, des usines et manufactures, des chantiers, des entreprises de transports par terre, de chargement et de déchargement, des magasins publics, mines, minières, carrières, des exploitations ou parties d'exploitations dans lesquelles sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou comportant des machines à moteurs inanimés	12
Dérogation visant la petite industrie, justification de cette dérogation	14
B. — La loi du 30 juin 1899. Assujettissement des exploitations agricoles dans lesquelles il est fait usage de machines à moteurs inanimés. Portée restreinte de cette loi	16
C. — La loi du 12 avril 1906. Assujettissement de toutes les exploitations commerciales. Raisons d'équité et d'intérêt pratique qui ont dicté cette loi	19
D. — La loi du 15 juillet 1914. Assujettissement des coupes et exploitations forestières de plus de trois hectares . . .	23
E. — Caractère fragmentaire de cette législation. Ses raisons.	27
Annexe. — La loi du 18 juillet 1907, sur l'assujettissement volontaire	29

CHAPITRE II

CARACTÈRES DE L'ENTREPRISE

A. — Qu'entend-on par chef d'entreprise dans les lois de 1898 et de 1906 ? Opinions de Sachet, d'Aubry et Rau	31
B. — Conséquences de ce système. — Inapplicabilité de la loi aux salariés des simples particuliers, même pour un travail assujetti	33
Aux domestiques exclusivement attachés à la personne. Exception en cas de collaboration accidentelle à un travail assujetti. L'arrêt de la cour de cassation du 25 mars 1918 .	35

DEUXIÈME PARTIE

Qualité d'ouvrier, d'employé ou d'apprenti dans l'entreprise

CHAPITRE PREMIER

Caractères distinctifs de l'ouvrier et de l'employé	39
Nécessité de la distinction avant la loi de 1906. Pour être protégé l'employé devait-il avoir été effectivement occupé dans l'entreprise assujettie ?	40
Des apprentis	42

CHAPITRE II

Application de la loi sans conditions d'âge, de sexe ni dis- tinction en raison des liens de parenté avec le chef d'en- treprise ou du mode de rémunération, ou de l'importance du salaire	43
Ou de l'extranéité	44
Ou de la situation du travailleur dans l'entreprise (directeur technique)	45

TROISIÈME PARTIE

Existence d'un contrat de travail préalable

CHAPITRE PREMIER

Justification de cette exigence. — Objections	47
---	----

CHAPITRE II

Caractéristiques du contrat de travail d'après la doctrine, la jurisprudence et la législation : état de dépendance et de subordination vis-à-vis du patron	51
---	----

Nécessité de la stipulation d'un salaire, quelle qu'en soit la forme	54
De la preuve du contrat de travail ou d'apprentissage . . .	55

CHAPITRE III

CONSÉQUENCES DU PRINCIPE POSÉ

A. — Inapplicabilité de la loi tant que le contrat n'est pas formé ou dès qu'il a pris fin	57
Travail à l'essai	59
Suspension du contrat	60
Modification apportée au contrat de travail primitif	61
B. — Application de la loi lorsque l'accident est survenu aux colonies ou sur territoire étranger	62
C. — Responsabilité du patron qui a conclu le contrat de travail même s'il a mis son ouvrier à la disposition d'un tiers	63
D. — Application de la loi quelle que soit la forme ou le caractère du contrat, aurait-il pour objet un travail rele- vant des <i>artes liberales</i>	64
Quelle que soit la personne employée, à moins qu'il ne s'agisse de tiers étrangers à l'entreprise	65
Situation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs avant la loi du 13 décembre 1912	67
Militaires détachés dans les entreprises privées	68
Militaires en sursis d'appel. Peuvent-ils conclure un véritable contrat de travail?	68
Application de la loi quel que soit le mode d'embauchage (par le patron ou un de ses préposés)	69
Aide bénévole prêtée aux ouvriers par un tiers. Absence de contrat de travail	70
Influence du mode de rémunération ou des liens de parenté sur le contrat de travail	71

CHAPITRE IV

DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

A. — Dans les prisons. Absence d'un chef d'entreprise, d'un contrat de travail et d'un salaire	73
B. — Dans les établissements d'assistance. Distinction du contrat de travail d'avec le contrat de pure bienfaisance .	75
C. — Dans les entreprises des personnes morales administratives. Distinction des ouvriers du cadre auxiliaire d'avec les fonctionnaires publics commissionnés. Opinion de la doctrine et de la jurisprudence	79
Ouvriers des ateliers de la marine et des manufactures d'armes du ministère de la guerre	85
Prestataires.	85

CHAPITRE V

DISTINCTION DU CONTRAT DE TRAVAIL D'AVEC LE CONTRAT D'ENTREPRISE

A. — Critérium du contrat d'entreprise	86
B. — Tâcherons et sous-entrepreneurs	88
C. — Artistes dramatiques	92
D. — Commis-voyageurs	94

CHAPITRE VI

DE QUELQUES CAS PARTICULIERS OU LE CONTRAT DE TRAVAIL SE COMBINE AVEC D'AUTRES CONTRATS

A. — Avec le mandat	97
Administrateurs de sociétés anonymes cumulant leurs fonctions avec celles de directeurs techniques	98
Le contrat dit « à la moyenne » dans les entreprises de transport.	99

B. — Avec l'association — coopératives de production. Existence de tous les éléments du contrat de travail	99
Coopératives de consommation	102
Métayage ou colonat partiaire	102
Marchandage par association.	103
C. — Avec la participation aux bénéfices	104
D. — Avec le louage des choses.	105

CHAPITRE VII

DES CONDITIONS DE VALIDITÉ DU CONTRAT DE TRAVAIL POUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION PROTECTRICE

A. — Etude du système de la jurisprudence : nécessité de la perfection d'un contrat de travail régulier pour l'application de la loi	107
De la capacité des parties contractantes	107
Influence des vices du consentement. — Erreur	108
Dol	109
Nécessité d'un objet licite.	110
Des cas où le contrat est conclu au mépris d'une prescription impérative de la loi. — Insoumis, déserteurs	111
Sujets des puissances en guerre avec la France	113
Mineurs de treize ans non pourvus des certificats exigés par la loi	114
B. — Etude du système de la doctrine. — Critique du système de la jurisprudence, notamment en ce qui concerne les mineurs de treize ans	116

QUATRIÈME PARTIE

Les personnes protégées dans l'agriculture.

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 30 JUIN 1899

Qu'entend-on par conduite ou service du moteur ou de la machine ?	122
---	-----

C'est le fait matériel du travail qui donne naissance à l'indemnité sans qu'il soit besoin d'un contrat de travail préalable	123
Justification de ce système	125
L'accident doit être le résultat de l'emploi normal ou du fonctionnement de la machine	127

CHAPITRE II

LA LOI DU 15 JUILLET 1914

Sphère d'application quant aux personnes protégées	130
--	-----

CONCLUSION

I. — Énumération des personnes non encore protégées par le système du risque professionnel.	134
II. — Propositions de lois dont certaines catégories d'entre elles ont été l'objet	135
Domestiques attachés exclusivement à la personne. Le projet de loi de la chambre du 25 juin 1913	136
Personnel des établissements d'assistance et hospitalisés . .	137
Détenus	138
Ouvriers et employés des administrations publiques . . .	139
Travailleurs de l'agriculture. Nécessité d'une protection Etude du projet de loi voté par la chambre le 18 mai 1915.	140
III. — Faut-il également assujettir les travailleurs des professions libérales, ceux qui sont employés par un individu n'ayant pas la qualité d'industriel ou de commerçant ? . .	147
Les travailleurs à domicile, les tâcherons ?	149
Peut-on étendre notre législation au salariat tout entier ? .	149
IV. — L'œuvre qui reste à accomplir	150

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
